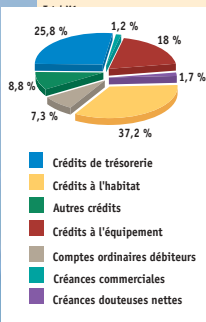




## Bulletin trimestriel

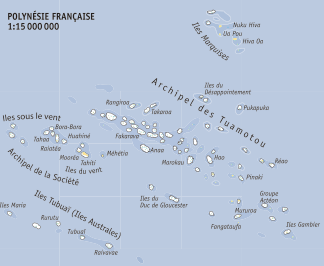
# Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
<b>M1</b>							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
	117 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392	106,6 %	
	108 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 114	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 149 - Statistiques au 31/12/2011

POLYNÉSIE FRANÇAISE  
1:15 000 000



## Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, observatoire des tarifs bancaires, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

## Sommaire

<b>Synthèse</b>	<b>4</b>
<b>Annexes</b>	<b>8</b>
<b>Méthodologie</b>	<b>8</b>
<b>1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire</b>	<b>10</b>
1.1 La masse monétaire	10
1.2 La circulation fiduciaire	11
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	11
<b>2. Les avoirs financiers des agents économiques</b>	<b>12</b>
2.1 Les avoirs des ménages	13
2.2 Les avoirs des sociétés	14
2.3 Les avoirs par nature	16
<b>3. L'endettement des agents économiques</b>	<b>17</b>
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	17
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	21
<b>4. Le financement des crédits bancaires</b>	<b>23</b>
4.1 L'équilibre emplois- ressources	23
4.2 Le réescompte	23
<b>5. Les engagements sectoriels</b>	<b>24</b>
<b>6. Les indicateurs de vulnérabilité</b>	<b>26</b>
<b>7. Les échanges de valeurs</b>	<b>26</b>
<b>8. Rappel des taux</b>	<b>26</b>
8.1 Les taux règlementés	26
8.2 Les principaux taux de marché	26
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	27
8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	27
8.5 Taux de l'usure	27

### Evolution monétaire et financière internationale

Les perspectives de croissance mondiale se sont assombries au 4<sup>ème</sup> trimestre 2011 et les risques financiers se sont intensifiés. Les tensions dans la zone euro, ainsi que les risques pesant sur la stabilité financière, n'ont cessé de s'accroître durant cette période.

Au 4<sup>ème</sup> trimestre, la croissance américaine est demeurée faible (+0,7 %), mais en légère augmentation par rapport au trimestre précédent. Les consommateurs américains ont diminué leur taux d'épargne et les entreprises ont maintenu un solide niveau d'investissement fixe.

En Asie, le ralentissement de la demande intérieure et la détérioration de l'environnement extérieur dans les économies émergentes ont conduit à un repli du taux de croissance moyen. Les prévisions de croissance pour 2012 pour cette zone, bien qu'en recul par rapport aux années précédentes, restent soutenues. Le Japon devrait être le seul pays en 2012 à mener une politique budgétaire expansionniste du fait du coût de la reconstruction après la catastrophe qui a frappé le pays en 2011. Afin de contenir la progression du Yen, le Premier ministre japonais envisagerait de créer un fonds souverain.

Dans la zone euro, on observe une contraction du PIB de 0,3 % au 4<sup>ème</sup> trimestre et le FMI prévoit pour 2012 une récession modérée (-0,5 %), avec une quasi-atonie des économies française et allemande. La baisse de l'activité sur le dernier trimestre a été particulièrement forte au Portugal, en Grèce, et en Italie. Même l'Allemagne a vu son activité économique se contracter de 0,2 %. En France, le PIB a augmenté de 0,3 %, tiré par la production manufacturée (+0,6 %) et le dynamisme de l'investissement des entreprises (+1,4 %). Cependant, contrairement à la France qui connaît un déficit commercial record en 2011, l'Allemagne a vu son excédent commercial croître de 11,4 % et est devenue le 2<sup>ème</sup> exportateur mondial après la Chine et devant les Etats-Unis.

Le déficit budgétaire total de la zone euro a diminué, de l'équivalent de 2 % du PIB de la zone en 2011, principalement lié à la baisse du déficit allemand. Bien que la France ait également réduit son déficit budgétaire (soit l'équivalent de 1,4 % de son PIB) les difficultés croissantes de la zone euro dans les domaines politique, financier et monétaire ont conduit l'agence de notation Standard & Poor's à abaisser la note à long terme de la France de «AAA» à «AA+». Standard & Poor's a également revu les notes à long terme de 9 états de

la zone euro et confirmé les notes de 7 autres. Moody's a placé le triple A français sous surveillance négative et a dégradé les notes de 6 pays européens.

En matière de politique monétaire, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé le 9 février 2012 de maintenir les taux directeurs inchangés en soulignant que «par ces mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous continuons de soutenir le fonctionnement du secteur financier de la zone euro, et donc le financement de l'économie réelle». En décembre 2011, la BCE a lancé une opération de prêts à trois ans à laquelle 523 banques ont participé à hauteur de 489 milliards d'euros. La BCE a renouvelé cette opération fin février 2012 : 800 établissements bancaires ont participé à l'opération pour un montant de 529,5 milliards d'euros. Par ailleurs, la BCE a décidé d'accroître les disponibilités de garanties en autorisant les banques centrales nationales de l'Eurosystème, à titre temporaire, à accepter des créances privées supplémentaires.

En janvier 2012, les prix des matières premières importées augmentent. Avec le froid et les tensions géopolitiques mais aussi avec la faiblesse de l'euro, le prix du pétrole brut est de nouveau orienté à la hausse. Le prix du baril n'a quasiment jamais été aussi élevé dans l'histoire du pétrole.

### Orientation favorable des indicateurs monétaires en Polynésie française

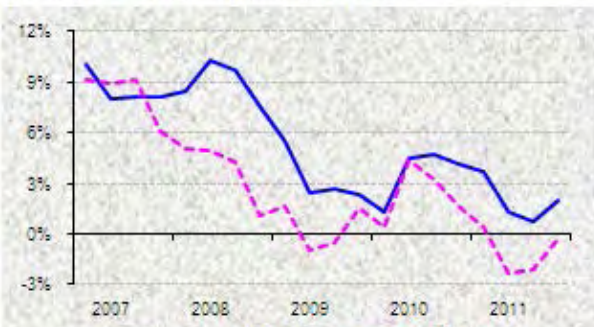
Les principaux indicateurs monétaires observés en Polynésie laissent apparaître, au quatrième trimestre 2011, des signes de reprise qui demeurent néanmoins teintés de fragilité. Alors que la progression de l'encours brut des crédits ne cesse de ralentir depuis un an, son taux de croissance annuel à fin 2011 (+1,9 %) est supérieur à celui observé lors des deux précédents trimestres. En revanche, si les actifs financiers des agents économiques s'accroissent sur le dernier trimestre, ils conservent une orientation baissière en rythme annuel (-0,3 %).

La masse monétaire M3 enregistre une forte progression sur le dernier trimestre de l'année (+6,4 %), sous l'effet des arbitrages opérés par les agents économiques en faveur d'une épargne à court terme ainsi que du rapatriement en Polynésie française de placements financiers détenus hors du territoire.

En dépit de ces orientations favorables, la dégradation de la sinistralité du portefeuille des banques se poursuit, signe des difficultés de remboursement persistantes de leur clientèle.



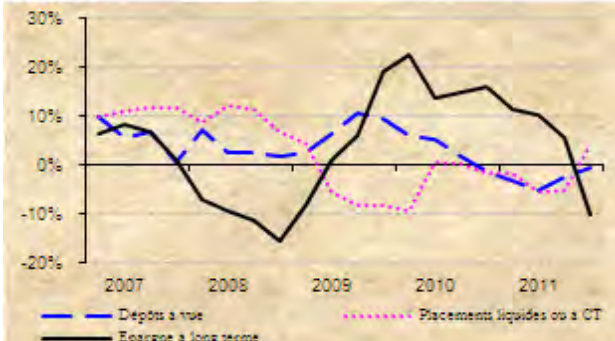
## Evolution en glissement annuel



### Hausse des actifs financiers sur le trimestre mais recul sur l'année

Au 31 décembre 2011, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens s'élève à 486,5 milliards de F CFP. En dépit d'une hausse de 2,5 % sur les trois derniers mois, l'encours global s'inscrit en retrait de 0,3 % en rythme annuel. Seuls les placements liquides ou à court terme enregistrent une progression de leur encours en glissement annuel (+ 4,2 %), sous l'impulsion des comptes à terme (+ 17,9 %). Pour leur part, l'épargne à long terme (- 10,1 %) et les dépôts à vue (- 0,5 %) sont en baisse sur l'année.

## Evolution des actifs financiers en glissement annuel



### Hausse des dépôts des ménages

Au quatrième trimestre 2011, les avoirs financiers des ménages s'inscrivent en hausse de 1,2 % sur le trimestre et de 1 % en un an.

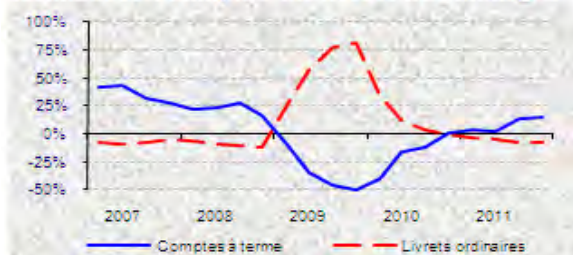
## Evolution de l'épargne des ménages



La croissance des principales composantes de l'épargne financière des ménages contribue à la hausse de leur encours global au cours des trois derniers mois. Ainsi, les dépôts à vue (+ 2,3 %), les placements liquides ou à court terme (+ 1,1 %) ainsi que l'épargne à long terme des ménages (+ 0,5 %) enregistrent une évolution favorable entre septembre et décembre 2011.

En revanche, en glissement annuel, les évolutions sont plus contrastées, s'expliquant par les arbitrages opérés par les épargnants. En effet, confrontés à la faiblesse des taux de rémunération de leurs comptes sur livrets, les ménages préfèrent orienter leur épargne vers des placements plus rémunérateurs ou conserver des liquidités immédiatement disponibles. Ainsi, tandis que les livrets des ménages enregistrent une baisse de 7,7 % de leur encours, leurs comptes à terme augmentent de 14,7 % et leurs dépôts à vue de 2,2 %. Par ailleurs, les épargnants polynésiens continuent de privilégier les produits à long terme, tels que les plans d'épargne logement (+ 9,6 %) et l'assurance-vie (+ 5 %), contrairement à la tendance observée à l'échelon national.

## Taux de croissance annuel des comptes à terme et des comptes sur livrets des ménages



### Croissance des actifs financiers des sociétés sur le trimestre mais recul sur l'année

Les actifs financiers des sociétés s'inscrivent en hausse au cours des trois derniers mois (+ 2,7 %), ces agents conservant des avoirs immédiatement disponibles (+ 6,8 % pour les comptes à vue); cependant, en rythme annuel, les avoirs des sociétés restent orientés à la baisse (- 2,8 %). L'érosion progressive de l'ensemble des composantes des actifs financiers illustre la persistance des tensions de trésorerie auxquelles les entreprises polynésiennes sont confrontées.

## Evolution des actifs financiers des sociétés



## Forte augmentation des actifs des autres agents sur le dernier trimestre

Quant aux autres agents, leurs actifs financiers enregistrent une hausse significative sur le seul dernier trimestre (+12,6 %), en raison de la relocalisation sur la place bancaire polynésienne d'avoirs financiers détenus à l'extérieur, principalement dans des comptes à terme, dont l'encours a plus que doublé sur le trimestre. Toutefois, en dépit de cette forte croissance, l'encours global des autres agents s'affiche en retrait de 3,1 % par rapport au quatrième trimestre 2010. Dans le détail, la fin d'année 2011 est marquée par une forte contraction de l'épargne à long terme au profit des comptes à terme, résultant d'arbitrages opérés par ces autres agents en fonction de l'évolution des conditions bancaires.

## Croissance de l'encours sain porté par l'endettement des collectivités locales et des ménages

Au 31 décembre 2011, l'encours brut des crédits de l'ensemble des établissements de crédit s'élève à 621,4 milliards de F CFP, en augmentation de 1,4 % sur le trimestre et de 1,9 % en glissement annuel. Pour sa part, l'encours sain des agents économiques observe également une évolution haussière sur cette période (+ 1 % sur le trimestre et + 0,8 % sur un an).

## Croissance modérée de l'encours de crédit aux ménages

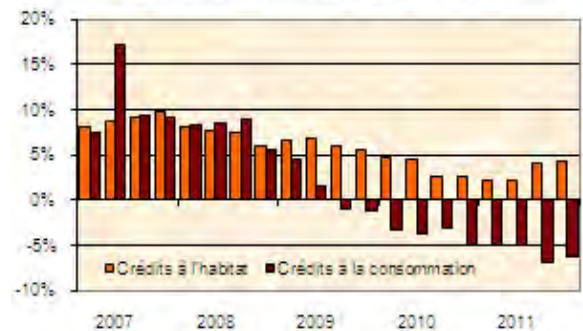
L'encours sain des crédits aux ménages totalise 270,5 milliards de F CFP au 31 décembre 2011, enregistrant une croissance de 0,9 % sur le trimestre et de 0,6 % sur l'année.

### Evolution de l'endettement des ménages



L'augmentation de l'encours des ménages repose essentiellement sur les crédits à l'habitat (63,5 % de leur endettement). Dans un contexte de taux d'intérêt bas, l'encours des prêts immobiliers progresse de 1,4 % sur les trois derniers mois de l'année et de 4,2 % en un an. A l'inverse, l'encours des crédits à la consommation ne cesse de se replier depuis un an (-0,2 % en trois mois et -6,2 % en glissement annuel), résultant d'une production atone et de déclassements des créances des ménages.

## Crédits à l'habitat et crédits à la consommation des ménages (croissance en glissement annuel)



## Contraction de l'encours des entreprises

L'encours sain des crédits aux entreprises s'établit à 182,4 milliards de F CFP à fin décembre 2011, en baisse de 2,4 % sur le trimestre et de 2,7 % en un an.

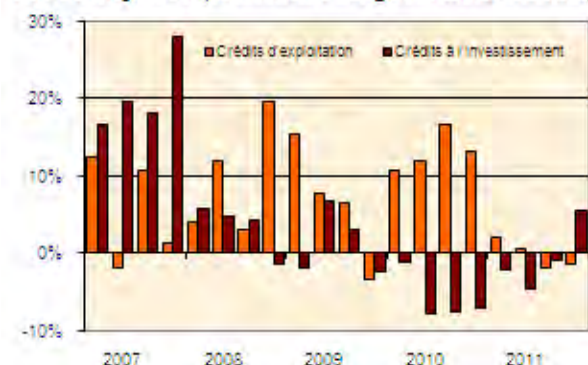
### Evolution de l'endettement des sociétés



Les crédits d'exploitation reculent de 4,8 % sur le trimestre et de 1,5 % sur l'année, résultant des baisses conjuguées de l'encours des crédits de trésorerie (-5,3 % en trois mois et -1,5 % en un an) et de celui des découverts (-4,6 % et -1,8 %).

A l'inverse, les crédits d'investissement enregistrent un deuxième trimestre consécutif de hausse (+3,2 % en trois mois et +5,4 % en un an) provenant, d'une part, d'opérations de renouvellement de matériels d'équipement par les entreprises et, d'autre part, d'une opération exceptionnelle de restructuration financière.

## Crédits d'exploitation et crédits d'investissement des entreprises (croissance en glissement annuel)





## Forte croissance des crédits aux collectivités locales sur le trimestre

L'encours sain des crédits aux collectivités locales observe une forte croissance en fin d'année 2011, + 8,3 % sur le seul dernier trimestre et + 8,7 % en glissement annuel. L'encours nouveau porte à la fois sur le financement de l'investissement et sur celui des besoins de trésorerie des collectivités locales (respectivement + 6,4% et + 533,9% au quatrième trimestre).

L'encours nouveau porte à la fois sur le financement de l'investissement et sur celui des besoins de trésorerie des collectivités locales, respectivement + 6,4% et + 533,9% au quatrième trimestre, cette forte augmentation des crédits de trésorerie faisant suite à la restructuration d'anciens prêts consentis à cette clientèle.

## Recul des engagements dans de nombreux secteurs

L'analyse de la centrale des risques laisse apparaître au quatrième trimestre 2011 une baisse significative des engagements en faveur de l'hôtellerie (- 9,8 %), du commerce (- 5,3 %) et du BTP (- 4,2 %). Seuls les services (+ 3,5 %) enregistrent une croissance de leur encours.

## Nouvelle dégradation de la sinistralité des agents économiques polynésiens

La détérioration de la qualité des risques des établissements de crédit polynésiens se poursuit au dernier trimestre 2011. S'élevant à 59,6 milliards de F CFP à fin décembre 2011, les créances douteuses brutes enregistrent une hausse sensible de leur encours : + 4,3 % sur le trimestre et + 12 % en un an. Les créances douteuses et litigieuses représentent désormais 12,3 % de l'encours brut total des banques polynésiennes (11,8 % en septembre 2011 et 11 % en décembre 2010). Pour sa part, le taux de provisionnement s'affiche à 47,7 %, en retrait par rapport aux trimestres précédents (50,1 % en septembre et 49 % en décembre 2010).

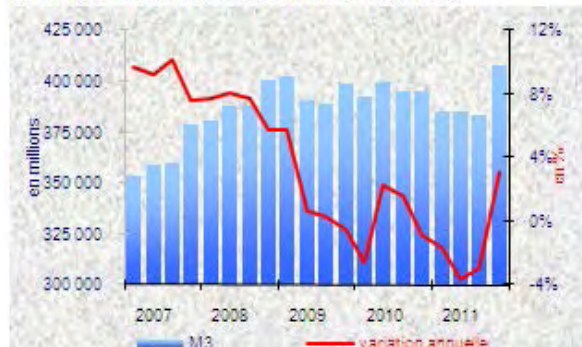
### Evolution des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



## Forte croissance de la masse monétaire

La masse monétaire M3 s'établit à 407,4 milliards de F CFP au 31 décembre 2011. Après trois trimestres consécutifs de baisse, M3 affiche une croissance significative au dernier trimestre (+ 6,4 % au cours des trois derniers mois et + 3 % en un an). Elle résulte principalement du rapatriement en Polynésie française d'avoirs financiers détenus hors du Territoire, replacés localement sur des comptes à terme (+ 12,5 % par rapport à septembre). Les dépôts à vue progressent aussi fortement (+ 5,4 %).

### Evolution de la masse monétaire M3



Dans ces conditions, les besoins de refinancement des banques locales se réduisent fortement, en témoigne la contraction de 6,2 % des engagements hors zone (HZE) du système bancaire polynésien au cours du dernier trimestre. Dans le même temps, leurs avoirs hors zone progressent de 9,8 %. En conséquence, le déséquilibre de la position extérieure nette du système bancaire local s'atténue sur le trimestre. Celle-ci s'établit à - 22,3 milliards de F CFP au 31 décembre 2011 (- 38,5 milliards en septembre 2011 et - 32,6 milliards en décembre 2010).

### Position extérieure nette du système bancaire (en millions de F CFP)



## Annexes

### Méthodologie

*Les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) et les établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).*

*Conformément à la méthodologie appliquée par la Banque de France et énoncée par le FMI, l'IEOM distingue deux types d'établissement de crédit en fonction du secteur émetteur de monnaie. Par construction, les établissements de crédit résidents de la zone d'émission (ECZE) sont ceux disposant d'un guichet dans la zone monétaire et dont l'activité est de recevoir des dépôts et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits. Les établissements intervenant depuis la métropole sans aucune implantation locale, ou ayant une représentation locale mais qui pour des questions d'organisation n'identifient pas chacune de leurs implantations par l'attribution d'un guichet, sont considérés comme établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).*

#### **1) Les actifs financiers**

*Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.*

*Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).*

*L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.*

*Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.*

#### **2) Les passifs financiers**

*Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ECZE et ECHZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE).*

*Les principaux établissements de crédit hors de la zone d'émission et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.*

*Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").*

*Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.*

*Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.*



## Conjoncture financière et bancaire

---

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

### 3) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2,5 millions de F CFP de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF (nomenclature INSEE)
Agriculture, élevage, pêche	10
Industrie	20
Construction	30
Commerce	40
Hôtellerie - Restauration	52
Transport	51A
Services	51B, 52B, 53

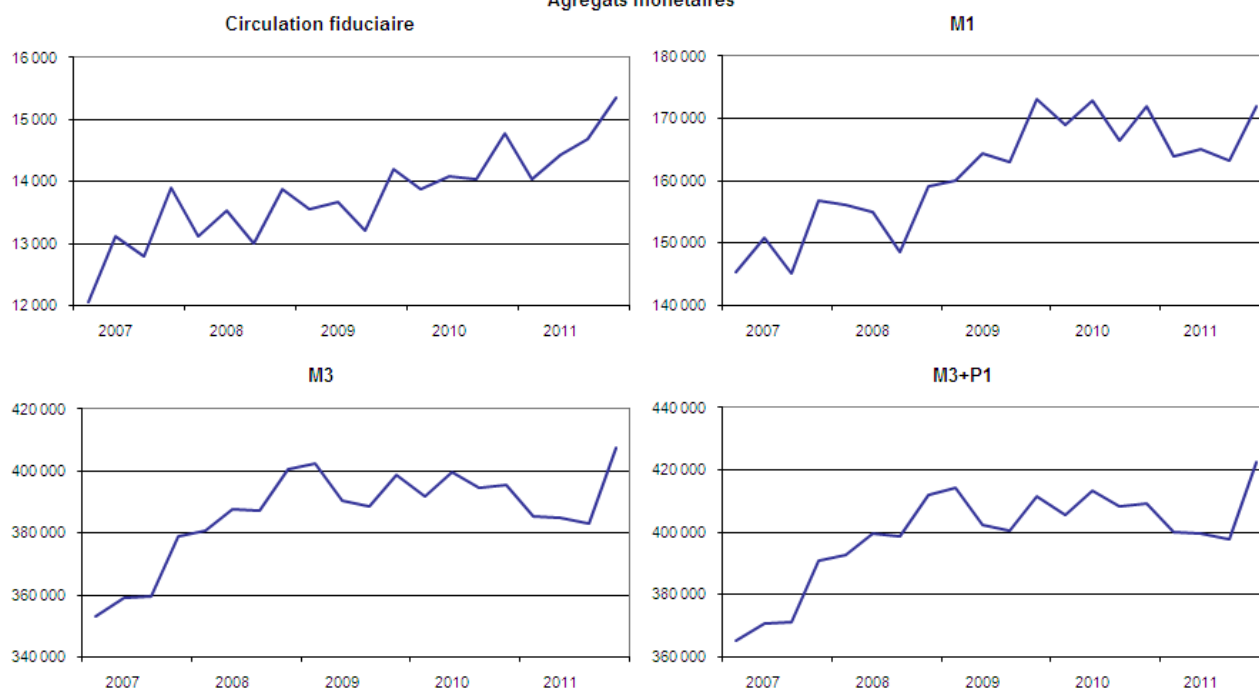
# Conjoncture financière et bancaire

## 1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

### 1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	12 822	13 899	13 879	14 192	14 781	14 029	14 422	14 697	15 359	4,5%	3,9%
Billets	11 026	12 003	11 925	12 179	12 731	11 994	12 378	12 640	13 267	5,0%	4,2%
Pièces	1 795	1 896	1 954	2 013	2 050	2 035	2 044	2 057	2 092	1,7%	2,1%
Dépôts à vue	141 923	142 932	145 336	159 031	157 218	149 895	150 773	148 556	156 507	5,4%	-0,5%
<b>TOTAL M1</b>	<b>154 744</b>	<b>156 831</b>	<b>159 215</b>	<b>173 222</b>	<b>171 998</b>	<b>163 924</b>	<b>165 194</b>	<b>163 252</b>	<b>171 866</b>	<b>5,3%</b>	<b>-0,1%</b>
M2-M1	71 774	67 805	60 962	109 949	109 943	107 585	104 945	101 382	100 998	-0,4%	-8,1%
Comptes sur livrets	71 533	67 603	60 756	109 728	109 713	107 293	104 641	101 078	100 684	-0,4%	-8,2%
Comptes épargne logement	241	202	206	221	230	291	305	305	314	3,1%	36,7%
<b>TOTAL M2</b>	<b>226 518</b>	<b>224 636</b>	<b>220 177</b>	<b>283 171</b>	<b>281 941</b>	<b>271 509</b>	<b>270 140</b>	<b>264 635</b>	<b>272 864</b>	<b>3,1%</b>	<b>-3,2%</b>
M3-M2	125 994	154 523	180 659	115 747	113 531	113 841	114 831	118 338	134 571	13,7%	18,5%
Dépôts à terme	115 116	143 963	169 696	108 024	109 472	110 474	112 014	114 642	129 117	12,6%	17,9%
Titres de créance négociables	2 280	2 489	1 386	1 631	0	30	85	1 015	3 200	215,3%	
Bons de caisse	8 598	8 072	9 577	6 091	4 058	3 337	2 732	2 681	2 254	-15,9%	-44,5%
<b>Total M3</b>	<b>352 512</b>	<b>379 159</b>	<b>400 837</b>	<b>398 918</b>	<b>395 472</b>	<b>385 350</b>	<b>384 971</b>	<b>382 973</b>	<b>407 435</b>	<b>6,4%</b>	<b>3,0%</b>
P1	11 985	11 888	11 393	12 570	13 860	14 767	14 910	14 895	15 195	2,0%	9,6%
Plans d'épargne logement	11 985	11 888	11 393	12 570	13 860	14 767	14 910	14 895	15 195	2,0%	9,6%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>M3+P1</b>	<b>364 497</b>	<b>391 047</b>	<b>412 230</b>	<b>411 488</b>	<b>409 332</b>	<b>400 117</b>	<b>399 881</b>	<b>397 868</b>	<b>422 630</b>	<b>6,2%</b>	<b>3,2%</b>

#### Agrégats monétaires



# Conjoncture financière et bancaire

## 1.2 La circulation fiduciaire

Emissions de billets	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>6 005 907</b>	<b>6 494 692</b>	<b>6 847 370</b>	<b>7 036 058</b>	<b>7 496 831</b>	<b>7 173 974</b>	<b>7 315 298</b>	<b>7 299 693</b>	<b>7 633 110</b>	<b>4,6%</b>	<b>1,8%</b>
10 000 F CFP	1 000 054	1 058 947	1 104 268	1 117 837	1 139 992	1 073 787	1 087 681	1 080 433	1 196 660	10,8%	5,0%
5 000 F CFP	604 461	634 538	608 774	529 507	537 095	434 804	464 612	458 102	510 395	11,4%	-5,0%
1 000 F CFP	3 046 289	3 324 523	3 555 708	3 658 487	3 950 768	3 777 405	3 852 517	3 848 563	3 983 997	3,5%	0,8%
500 F CFP	1 355 103	1 476 684	1 578 620	1 730 227	1 868 976	1 887 978	1 910 488	1 912 595	1 942 058	1,5%	3,9%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>16 747</b>	<b>17 825</b>	<b>18 432</b>	<b>18 350</b>	<b>18 971</b>	<b>17 633</b>	<b>18 008</b>	<b>17 900</b>	<b>19 474</b>	<b>8,8%</b>	<b>2,7%</b>
10 000 F CFP	10 001	10 589	11 043	11 178	11 400	10 738	10 877	10 804	11 967	10,8%	5,0%
5 000 F CFP	3 022	3 173	3 044	2 648	2 685	2 174	2 323	2 291	2 552	11,4%	-5,0%
1 000 F CFP	3 046	3 325	3 556	3 658	3 951	3 777	3 853	3 849	3 984	3,5%	0,8%
500 F CFP	678	738	789	865	934	944	955	956	971	1,5%	3,9%

Emissions de pièces	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>155 982 284</b>	<b>162 455 023</b>	<b>168 914 253</b>	<b>174 048 908</b>	<b>176 178 159</b>	<b>177 837 676</b>	<b>179 389 994</b>	<b>180 241 429</b>	<b>181 812 024</b>	<b>0,9%</b>	<b>3,2%</b>
100 F CFP	9 875 001	10 484 780	10 775 658	11 103 264	11 176 454	11 321 076	11 228 065	11 308 822	11 546 820	2,1%	3,3%
50 F CFP	4 158 044	4 414 800	4 561 059	4 682 686	4 668 943	4 754 696	4 724 688	4 748 936	4 835 431	1,8%	3,6%
20 F CFP	10 985 979	11 466 243	11 796 238	12 127 982	12 088 384	12 270 412	12 343 940	12 384 459	12 552 937	1,4%	3,8%
10 F CFP	15 298 496	16 016 957	16 630 874	17 114 445	17 191 594	17 411 073	17 546 147	17 673 624	17 910 127	1,3%	4,2%
5 F CFP	17 562 171	18 382 577	19 166 649	19 845 818	20 072 931	20 256 532	20 411 435	20 499 438	20 653 820	0,8%	2,9%
2 F CFP	41 090 333	43 019 410	44 734 868	46 070 868	46 763 951	47 068 069	47 634 043	47 839 541	48 124 388	0,6%	2,9%
1 F CFP	57 012 260	58 670 256	61 248 907	63 103 845	64 215 902	64 755 818	65 501 676	65 786 609	66 188 501	0,6%	3,1%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>1 795</b>	<b>1 895</b>	<b>1 954</b>	<b>2 013</b>	<b>2 023</b>	<b>2 050</b>	<b>2 044</b>	<b>2 057</b>	<b>2 092</b>	<b>1,7%</b>	<b>3,4%</b>
100 F CFP	988	1 048	1 078	1 110	1 118	1 132	1 123	1 131	1 155	2,1%	3,3%
50 F CFP	208	221	228	234	233	238	236	237	242	1,8%	3,6%
20 F CFP	220	229	236	243	242	245	247	248	251	1,4%	3,8%
10 F CFP	153	160	166	171	172	174	175	177	179	1,3%	4,2%
5 F CFP	88	92	96	99	100	101	102	102	103	0,8%	2,9%
2 F CFP	82	86	89	92	94	94	95	96	96	0,6%	2,9%
1 F CFP	57	59	61	63	64	65	66	66	66	0,6%	3,1%

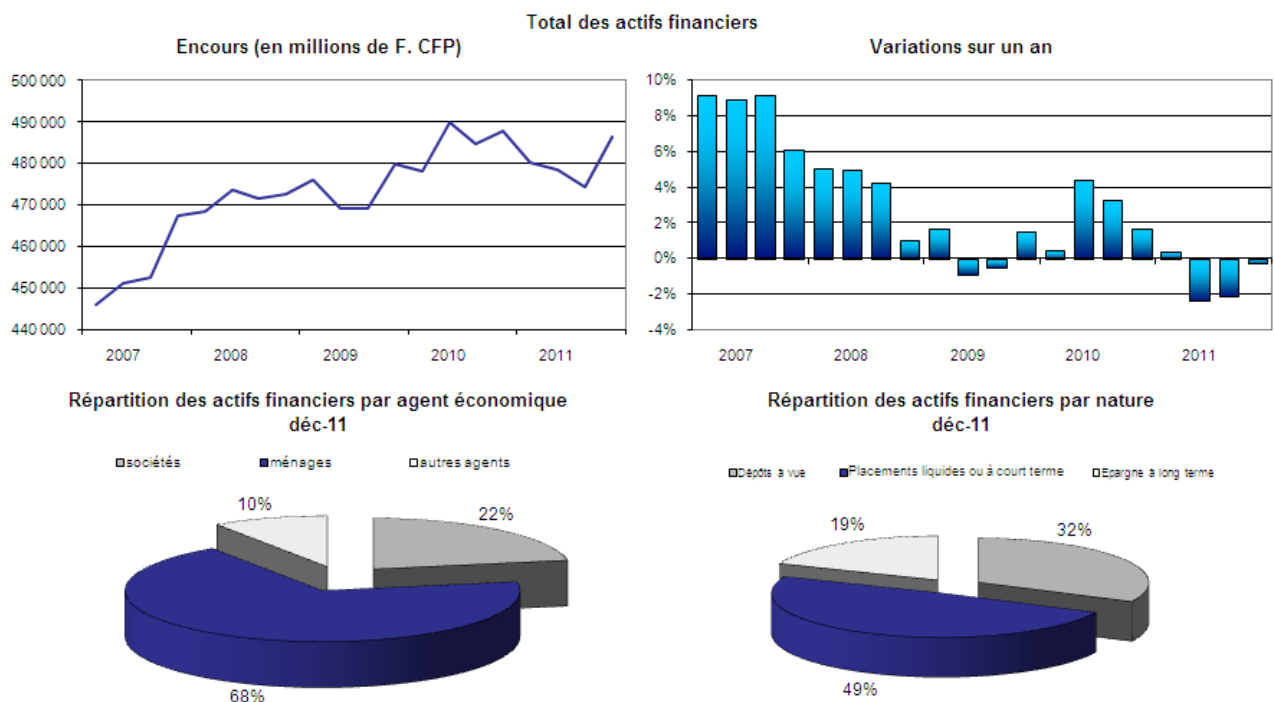
## 1.3 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>109 092</b>	<b>117 888</b>	<b>133 711</b>	<b>132 224</b>	<b>146 344</b>	<b>135 184</b>	<b>108 686</b>	<b>115 277</b>	<b>127 653</b>	<b>10,7%</b>	<b>-12,8%</b>
Institut d'émission	28 623	30 437	28 099	35 168	34 815	30 053	30 400	28 861	32 798	13,6%	-5,8%
Etablissements de crédit	80 469	87 452	105 612	97 056	111 529	105 131	78 286	86 416	94 855	9,8%	-14,9%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>7 259</b>	<b>6 019</b>	<b>6 885</b>	<b>7 574</b>	<b>4 709</b>	<b>4 996</b>	<b>4 582</b>	<b>5 230</b>	<b>5 366</b>	<b>2,6%</b>	<b>14,0%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>236 160</b>	<b>255 252</b>	<b>260 239</b>	<b>259 119</b>	<b>244 419</b>	<b>245 170</b>	<b>271 703</b>	<b>262 466</b>	<b>274 415</b>	<b>4,6%</b>	<b>12,3%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	403 704	429 326	458 429	464 330	481 336	480 881	483 250	483 240	484 665	0,3%	0,7%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	167 543	174 074	198 190	205 210	236 918	235 711	211 547	220 774	210 250	-4,8%	-11,3%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	28 672	32 300	35 067	38 189	39 033	39 565	41 240	41 524	42 314	1,9%	8,4%
Provisions sur créances douteuses	14 751	14 782	16 761	22 175	26 070	28 137	28 074	28 627	28 427	-0,7%	9,0%
Engagements hors zone d'émission	85 761	80 723	111 505	113 457	144 081	141 899	113 782	124 864	117 117	-6,2%	-18,7%
Epargne contractuelle	11 985	11 888	11 393	12 570	13 860	14 767	14 910	14 895	15 195	2,0%	9,6%
Divers	26 374	34 380	23 463	18 819	13 873	11 343	13 540	10 864	7 197	-33,7%	-48,1%
<b>Total M3</b>	<b>352 512</b>	<b>379 159</b>	<b>400 835</b>	<b>398 918</b>	<b>395 472</b>	<b>385 350</b>	<b>384 971</b>	<b>382 973</b>	<b>407 435</b>	<b>6,4%</b>	<b>3,0%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-5 293</b>	<b>6 728</b>	<b>-5 893</b>	<b>-16 401</b>	<b>-32 552</b>	<b>-36 768</b>	<b>-35 496</b>	<b>-38 448</b>	<b>-22 262</b>	<b>-42,1%</b>	<b>-31,6%</b>

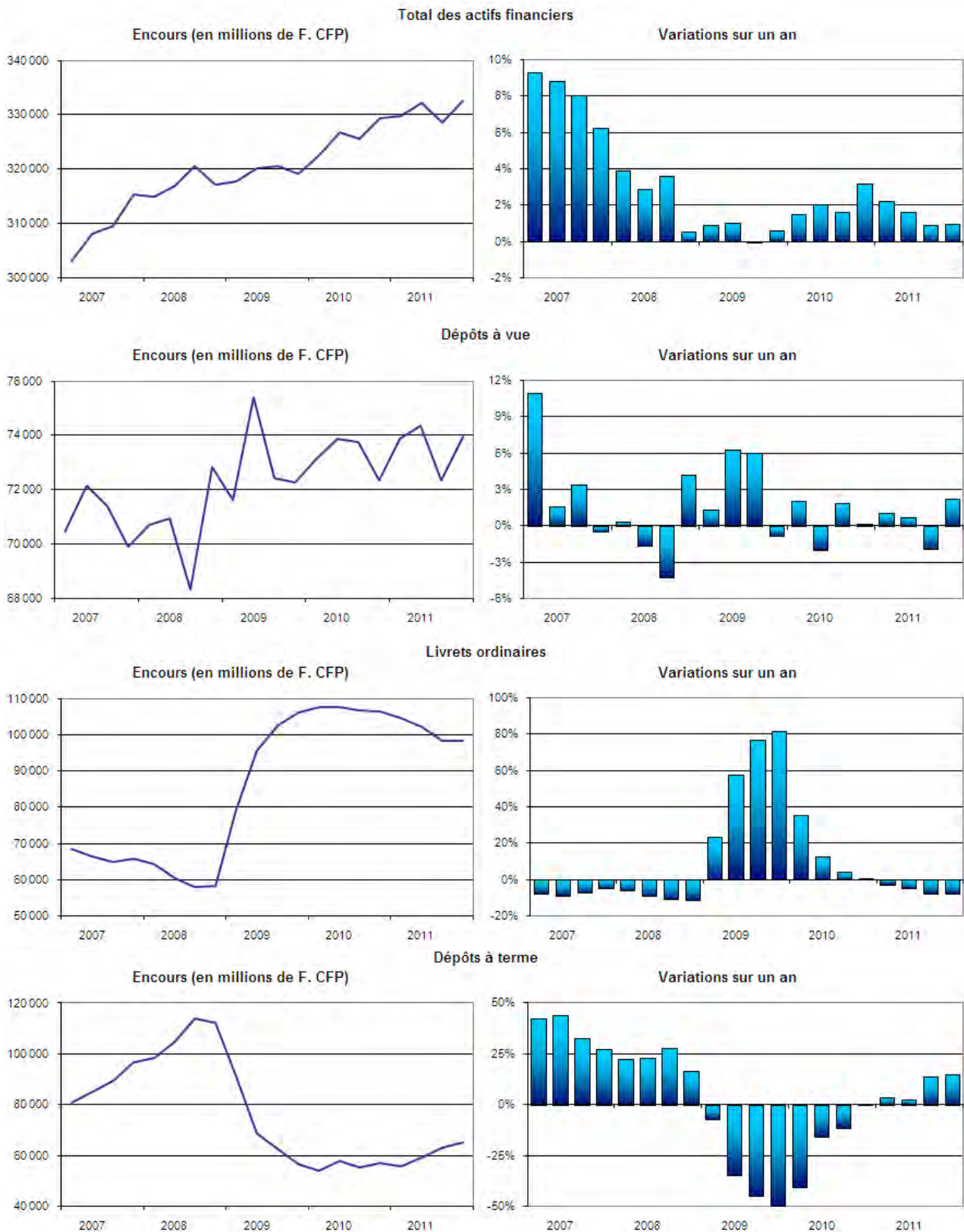


## 2. Les avoirs financiers des agents économiques

Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
<b>Sociétés</b>	95 590	103 520	99 581	105 485	111 143	103 545	104 598	105 114	107 996	2,7%	-2,8%
<b>Dépôts à vue</b>	56 486	57 675	53 007	67 450	70 223	59 961	63 810	63 111	67 372	6,8%	-4,1%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	38 138	44 727	46 113	37 528	40 362	43 169	40 498	41 508	40 273	-3,0%	-0,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	2	2	0	0	0	0	0	0	0	-100,0%	-100,0%
Placements indexés sur les taux du marché	38 136	44 724	46 113	37 527	40 362	43 169	40 498	41 508	40 273	-3,0%	-0,2%
<i>dont comptes à terme</i>	27 301	33 147	37 046	31 663	36 400	40 144	38 669	39 332	35 977	-8,5%	-1,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	4 965	5 393	3 022	2 302	2 116	1 662	1 168	427	365	-14,6%	-82,7%
<i>dont certificats de dépôts</i>	2 280	2 489	1 386	1 631	0	30	85	1 015	3 200	215,3%	
<b>Epargne à long terme</b>	967	1 118	460	508	557	415	290	495	352	-29,0%	-36,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	841	983	330	341	280	151	9	250	163	-34,6%	-41,7%
<b>Ménages</b>	296 867	315 364	317 076	319 062	329 315	329 834	332 106	328 554	332 493	1,2%	1,0%
<b>Dépôts à vue</b>	70 252	69 902	72 848	72 274	72 368	73 892	74 373	72 336	73 972	2,3%	2,2%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	154 748	171 888	182 135	171 366	168 429	165 043	166 171	165 308	167 140	1,1%	-0,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	69 254	65 983	58 587	106 443	106 661	104 769	102 498	98 538	98 592	0,1%	-7,6%
<i>Livrets ordinaires</i>	69 012	65 781	58 381	106 222	106 431	104 478	102 194	98 233	98 278	0,0%	-7,7%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	241	202	206	221	229	291	304	304	314	3,2%	36,9%
Placements indexés sur les taux du marché	85 495	105 906	123 548	64 923	61 768	60 275	63 673	66 770	68 548	2,7%	11,0%
<i>dont comptes à terme</i>	75 971	96 622	112 396	56 664	56 969	55 914	59 380	62 963	65 317	3,7%	14,7%
<i>dont bons de caisse</i>	5 005	4 373	4 914	4 157	2 211	2 003	2 155	1 945	1 517	-22,0%	-31,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	4 518	4 910	6 237	4 101	2 589	2 358	2 138	1 862	1 714	-8,0%	-33,8%
<b>Epargne à long terme</b>	71 867	73 573	62 094	75 422	88 518	90 899	91 562	90 910	91 380	0,5%	3,2%
<i>Plans d'épargne logement</i>	11 985	11 888	11 393	12 570	13 845	14 751	14 849	14 872	15 172	2,0%	9,6%
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
<i>Portefeuille-titres</i>	4 170	3 111	2 750	5 335	5 711	5 683	5 677	5 215	5 284	1,3%	-7,5%
<i>OPCVM non monétaires</i>	14 940	13 417	6 250	6 617	6 223	5 982	5 805	5 124	5 058	-1,3%	-18,7%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	40 772	45 158	41 700	50 899	62 739	64 484	65 231	65 699	65 867	0,3%	5,0%
<b>Autres agents</b>	48 361	48 784	55 905	55 295	47 468	46 775	41 796	40 861	45 994	12,6%	-3,1%
<b>Dépôts à vue</b>	15 185	15 354	19 481	19 307	14 626	16 042	12 590	13 109	15 163	15,7%	3,7%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	19 306	20 660	25 020	23 778	19 663	17 431	16 620	15 632	30 639	96,0%	55,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 518	1 820	2 375	3 506	3 281	2 816	2 447	2 844	2 406	-15,4%	-26,7%
Placements indexés sur les taux du marché	16 788	18 840	22 645	20 273	16 382	14 615	14 173	12 788	28 233	120,8%	72,3%
<i>dont comptes à terme</i>	11 844	14 194	20 254	19 697	16 103	14 416	13 964	12 348	27 822	125,3%	72,8%
<b>Epargne à long terme</b>	13 870	12 770	11 404	12 210	13 178	13 302	12 586	12 120	192	-98,4%	-98,5%
<b>TOTAL</b>	440 819	467 668	472 562	479 842	487 925	480 154	478 500	474 529	486 483	2,5%	-0,3%
<b>Dépôts à vue</b>	141 923	142 932	145 336	159 031	157 218	149 895	150 773	148 556	156 507	5,4%	-0,5%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	212 192	237 275	253 269	232 672	228 454	225 644	223 289	222 448	238 052	7,0%	4,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	71 774	67 805	60 962	109 949	109 943	107 585	104 945	101 382	100 998	-0,4%	-8,1%
Placements indexés sur les taux du marché	140 418	169 470	192 307	122 723	118 512	118 059	118 344	121 066	137 054	13,2%	15,6%
<b>Epargne à long terme</b>	86 704	87 461	73 957	88 140	102 254	104 616	104 438	103 525	91 924	-11,2%	-10,1%

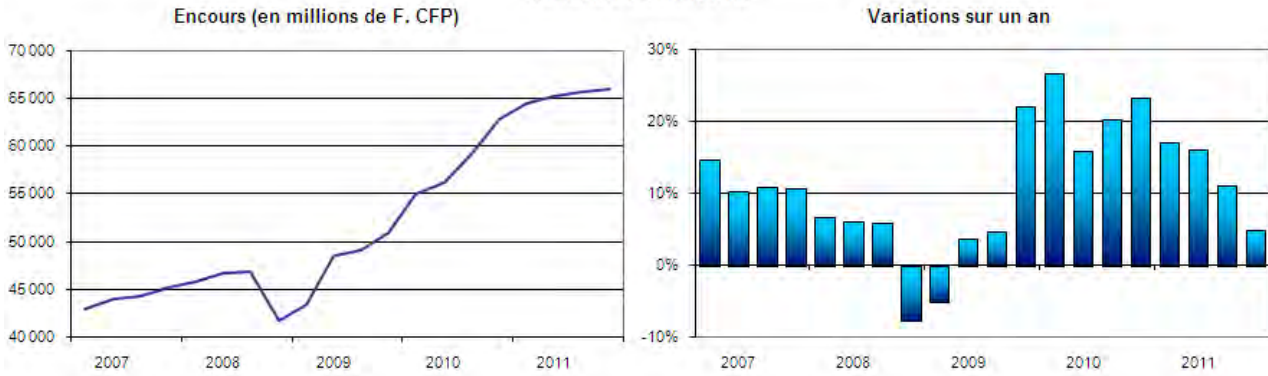


## 2.1 Les avoirs des ménages

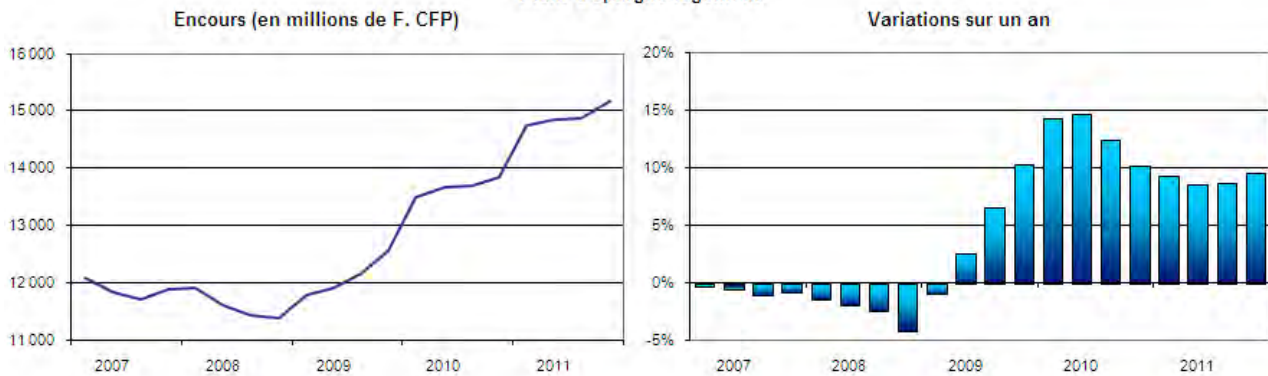


# Conjoncture financière et bancaire

## Contrats d'assurance-vie

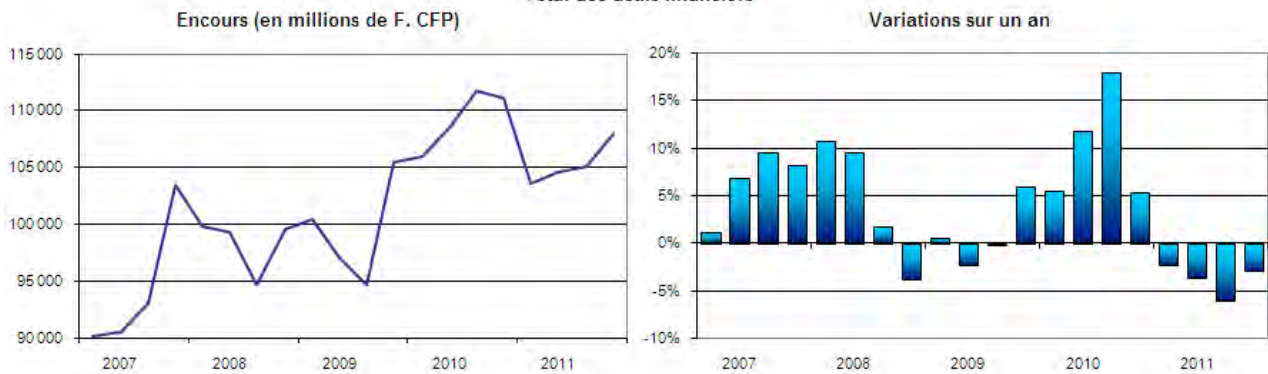


## Plans d'épargne logement



## 2.2 Les avoirs des sociétés

### Total des actifs financiers

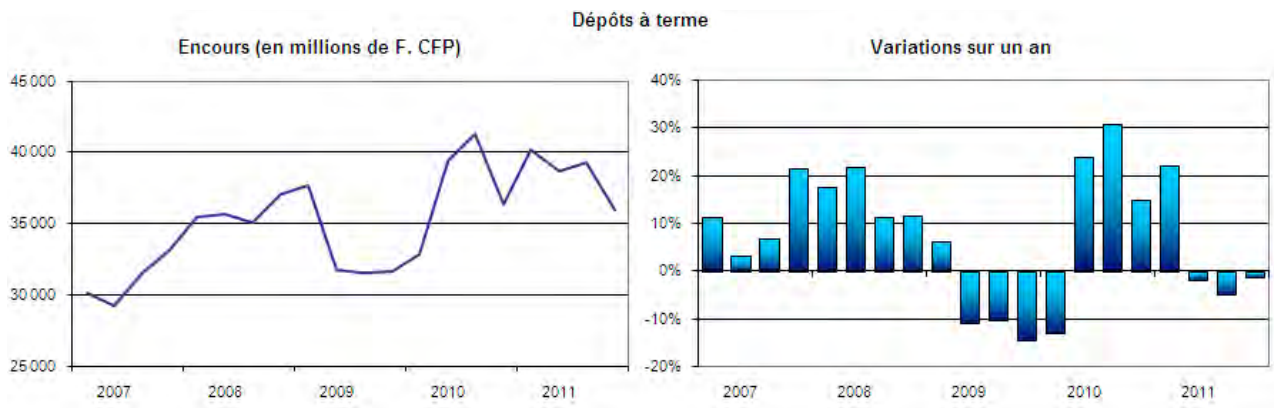


### Dépôts à vue





## Conjoncture financière et bancaire



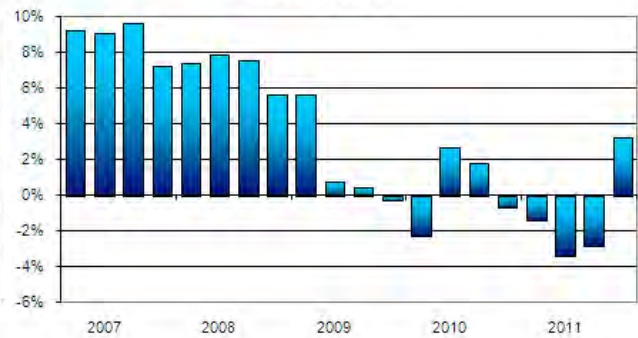
## 2.3 Les avoirs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	351 675	377 148	398 351	397 296	394 551	386 088	385 460	383 172	407 271	6,3%	3,2%
Dépôts à vue	141 923	142 932	145 336	159 031	157 218	149 895	150 773	148 556	156 507	5,4%	-0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	83 759	79 693	72 355	122 519	123 803	122 352	119 856	116 278	116 193	-0,1%	-6,1%
Livrets ordinaires	70 320	67 226	59 505	108 174	109 264	107 293	105 055	100 687	100 684	0,0%	-7,9%
Comptes d'épargne logement	241	202	206	221	230	291	305	305	314	3,1%	36,7%
Plans d'épargne logement	11 985	11 888	11 393	12 570	13 860	14 767	14 910	14 895	15 195	2,0%	9,6%
<b>Dépôts à terme</b>	115 116	143 963	169 696	108 024	109 472	110 474	112 014	114 642	129 117	12,6%	17,9%
Bons de caisse	8 598	8 072	9 577	6 091	4 058	3 337	2 732	2 681	2 254	-15,9%	-44,5%
Titres de créances négociables	2 280	2 489	1 386	1 631	0	30	85	1 015	3 200	215,3%	
<b>Epargne hors zone d'émission</b>	89 143	90 520	74 211	82 546	93 374	94 067	93 040	91 358	79 212	-13,3%	-15,2%
Actions	3 059	2 855	1 692	2 862	3 006	3 062	2 967	2 500	2 455	-1,8%	-18,3%
Obligations	1 332	481	1 232	2 756	3 055	2 982	3 083	3 035	3 159	4,1%	3,4%
OPCVM monétaires	14 424	14 947	11 647	6 976	4 981	4 218	3 513	2 727	2 483	-9,0%	-50,1%
OPCVM non monétaires	29 556	27 078	17 941	19 052	19 594	19 322	18 247	17 397	5 248	-69,8%	-73,2%
Contrats d'assurance-vie	40 772	45 158	41 700	50 899	62 739	64 484	65 231	65 699	65 867	0,3%	5,0%
<b>TOTAL</b>	<b>440 819</b>	<b>467 668</b>	<b>472 562</b>	<b>479 842</b>	<b>487 925</b>	<b>480 154</b>	<b>478 500</b>	<b>474 529</b>	<b>486 483</b>	<b>2,5%</b>	<b>-0,3%</b>

Dépôts locaux



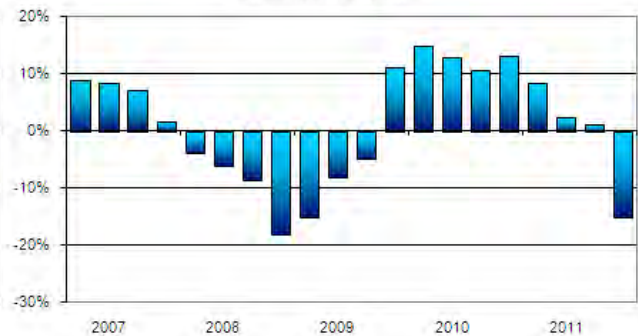
Variations sur un an



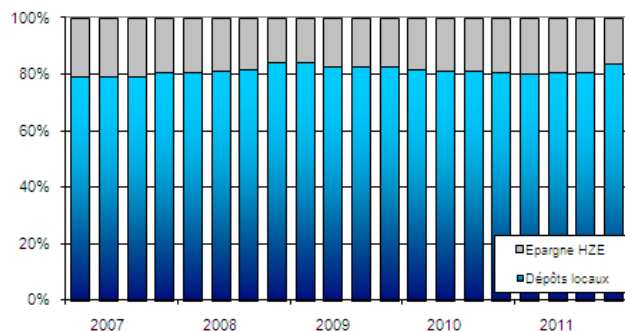
Epargne HZE



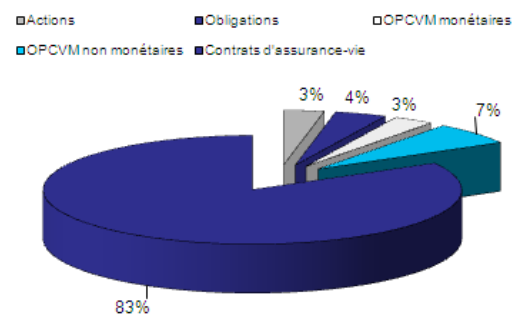
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



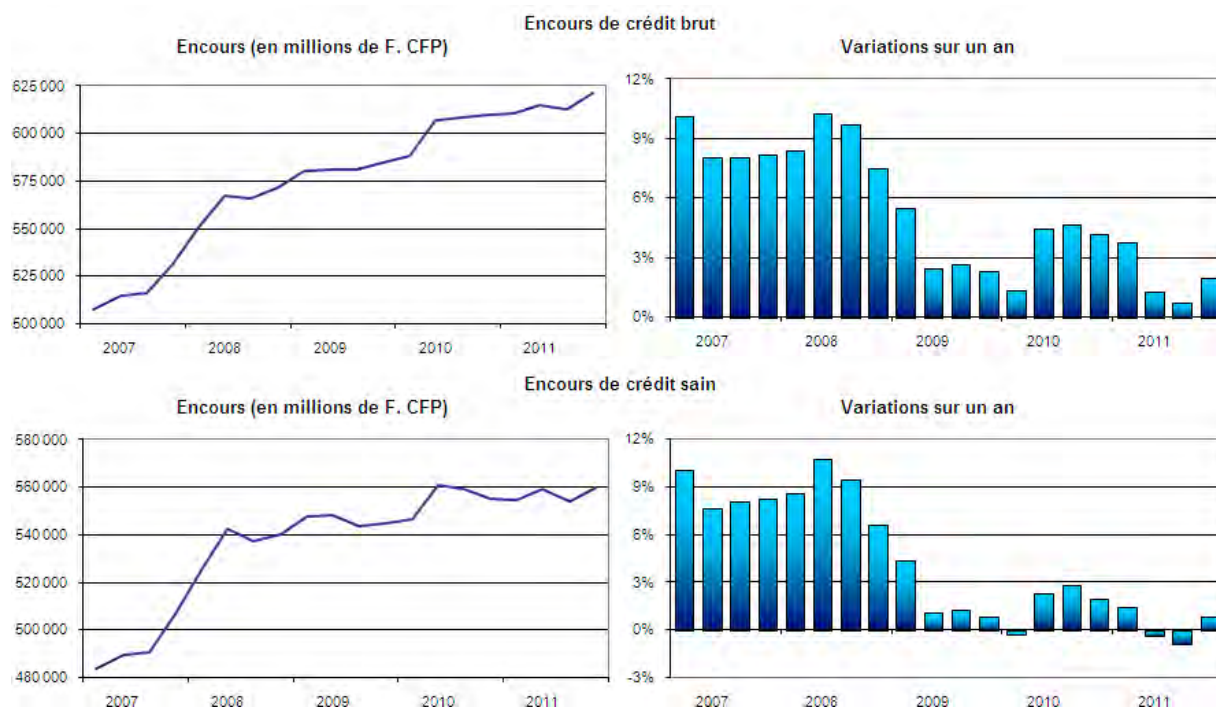
Répartition de l'épargne HZE  
déc-11



## 3. L'endettement des agents économiques

### 3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

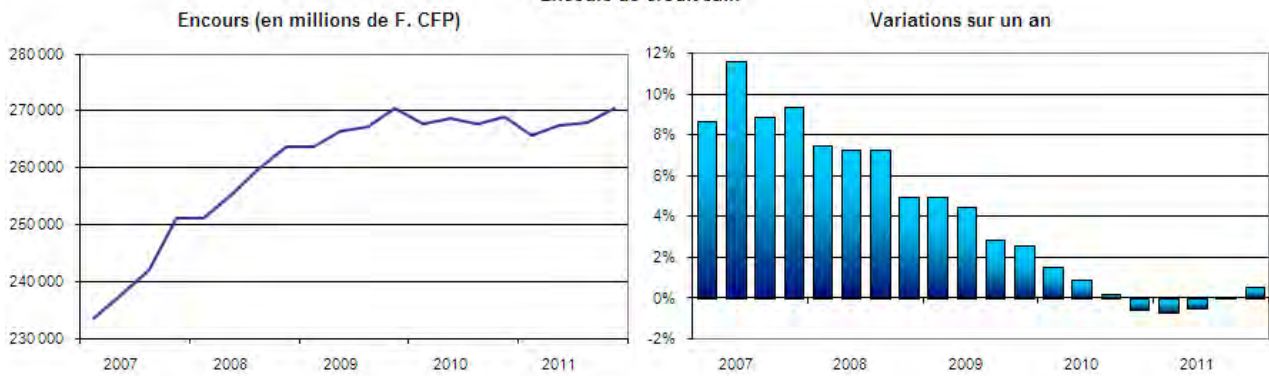
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>162 562</b>	<b>180 574</b>	<b>188 137</b>	<b>181 695</b>	<b>187 489</b>	<b>189 081</b>	<b>188 958</b>	<b>186 831</b>	<b>182 426</b>	<b>-2,4%</b>	<b>-2,7%</b>
Crédits d'exploitation	67 990	68 858	82 375	79 556	90 037	93 118	94 680	93 154	88 664	-4,8%	-1,5%
Créances commerciales	4 132	4 669	4 175	3 780	2 934	2 814	2 657	2 984	2 995	0,4%	2,1%
Crédits de trésorerie	36 698	36 928	42 359	42 840	47 459	47 433	49 304	49 362	46 751	-5,3%	-1,5%
dont entrepreneurs individuels	8 125	4 863	4 695	4 055	3 889	3 684	3 684	3 613	4 070	12,6%	4,7%
Comptes ordinaires débiteurs	27 160	27 260	35 841	32 937	39 644	42 872	42 719	40 809	38 917	-4,6%	-1,8%
Crédits d'investissement	55 267	70 723	69 699	68 032	63 242	64 837	63 472	64 557	66 642	3,2%	5,4%
Crédits à l'équipement	53 136	66 875	67 655	66 166	61 793	63 479	62 183	63 340	65 499	3,4%	6,0%
dont entrepreneurs individuels	4 931	5 950	5 857	5 614	5 134	4 919	5 079	5 007	4 907	-2,0%	-4,4%
Crédit-bail	2 131	3 848	2 045	1 866	1 449	1 359	1 288	1 217	1 144	-6,0%	-21,0%
Crédits à l'habitat	14 151	16 198	20 388	19 876	19 351	18 817	18 766	17 952	17 691	-1,5%	-8,6%
Autres crédits	25 154	24 795	15 675	14 230	14 859	12 309	12 041	11 168	9 428	-15,6%	-36,6%
<b>Ménages</b>	<b>229 762</b>	<b>251 300</b>	<b>263 767</b>	<b>270 572</b>	<b>268 989</b>	<b>265 725</b>	<b>267 444</b>	<b>268 061</b>	<b>270 490</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,6%</b>
Crédits à la consommation	90 705	98 906	104 460	103 171	98 073	94 856	93 777	92 163	91 983	-0,2%	-6,2%
Crédits de trésorerie	81 929	90 511	96 401	96 148	91 640	88 326	87 490	86 295	86 088	-0,2%	-6,1%
Comptes ordinaires débiteurs	5 962	5 128	5 198	4 668	4 427	4 519	4 296	3 917	3 927	0,2%	-11,3%
Crédit-bail	2 814	3 268	2 861	2 355	2 006	2 012	1 991	1 950	1 968	0,9%	-1,9%
Crédits à l'habitat	130 911	143 799	152 433	160 832	164 834	164 711	167 309	169 416	171 790	1,4%	4,2%
Autres crédits	8 146	8 594	6 874	6 569	6 082	6 158	6 358	6 482	6 718	3,6%	10,4%
<b>Collectivités locales</b>	<b>62 620</b>	<b>65 567</b>	<b>70 819</b>	<b>84 599</b>	<b>90 114</b>	<b>91 661</b>	<b>92 519</b>	<b>90 421</b>	<b>97 944</b>	<b>8,3%</b>	<b>8,7%</b>
Crédits d'exploitation	2 587	2 589	1 238	993	625	514	632	659	4 227	541,7%	575,8%
Crédits de trésorerie	2 469	2 367	926	909	554	442	560	658	4 174	533,9%	654,2%
Comptes ordinaires débiteurs	118	222	312	84	72	72	72	0	52	ns	-27,4%
Crédits d'investissement	56 893	60 053	66 718	81 179	86 429	87 820	88 677	86 555	92 103	6,4%	6,6%
Crédits à l'équipement	56 893	60 053	66 714	81 176	86 427	87 820	88 677	86 555	92 103	6,4%	6,6%
Crédit-bail	0	0	4	3	2	0	0	0	0		-100,0%
Crédits à l'habitat	1 778	1 815	1 824	1 760	2 811	3 095	2 982	2 983	1 263	-57,6%	-55,1%
Autres crédits	1 362	1 110	1 039	666	249	233	228	224	351	56,4%	41,1%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>13 271</b>	<b>9 363</b>	<b>17 705</b>	<b>7 976</b>	<b>8 846</b>	<b>7 910</b>	<b>10 278</b>	<b>9 015</b>	<b>9 135</b>	<b>1,3%</b>	<b>3,3%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>468 215</b>	<b>506 803</b>	<b>540 428</b>	<b>544 842</b>	<b>555 439</b>	<b>554 378</b>	<b>559 200</b>	<b>554 327</b>	<b>559 995</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,8%</b>
Créances douteuses brutes	23 108	24 714	31 124	40 117	54 081	56 240	55 844	58 453	61 379	5,0%	13,5%
Créances douteuses nettes	8 357	9 823	14 253	17 832	27 901	27 869	27 537	29 485	32 738	11,0%	17,3%
dont entreprises	3 732	4 964	9 058	12 078	22 377	21 483	20 675	21 513	24 916	15,8%	11,3%
dont ménages	4 443	4 849	5 162	5 728	5 490	6 332	6 717	7 782	7 778	0,0%	41,7%
Provisions	14 751	14 892	16 871	22 285	26 180	28 371	28 307	28 968	28 641	-1,1%	9,4%
<b>Total encours brut</b>	<b>491 323</b>	<b>531 518</b>	<b>571 553</b>	<b>584 959</b>	<b>609 520</b>	<b>610 617</b>	<b>615 044</b>	<b>612 780</b>	<b>621 374</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,9%</b>
Taux de créances douteuses	4,7%	4,6%	5,4%	6,9%	8,9%	9,2%	9,1%	9,5%	9,9%	0,3 pt	1 pt
Taux de provisionnement	63,8%	60,3%	54,2%	55,6%	48,4%	50,4%	50,7%	49,6%	46,7%	-2,9 pts	-1,7 pt



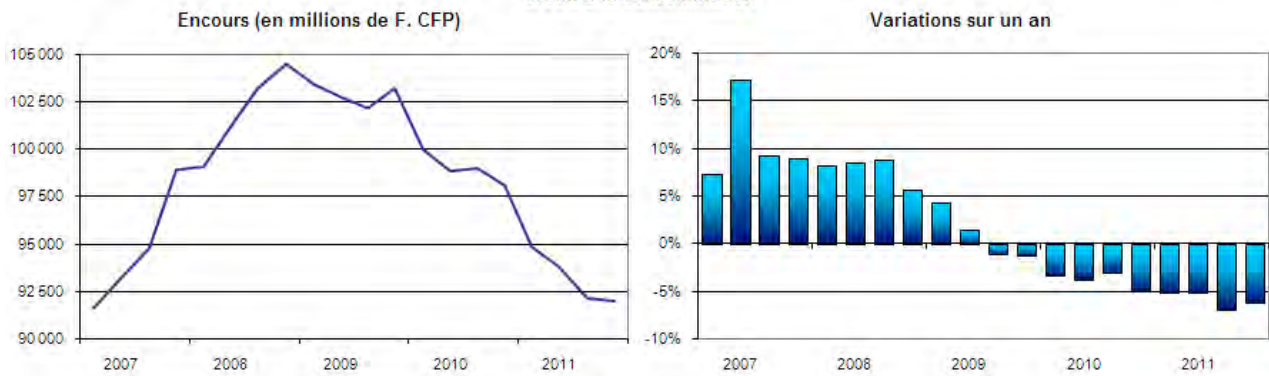


## L'endettement des ménages

### Encours de crédit sain



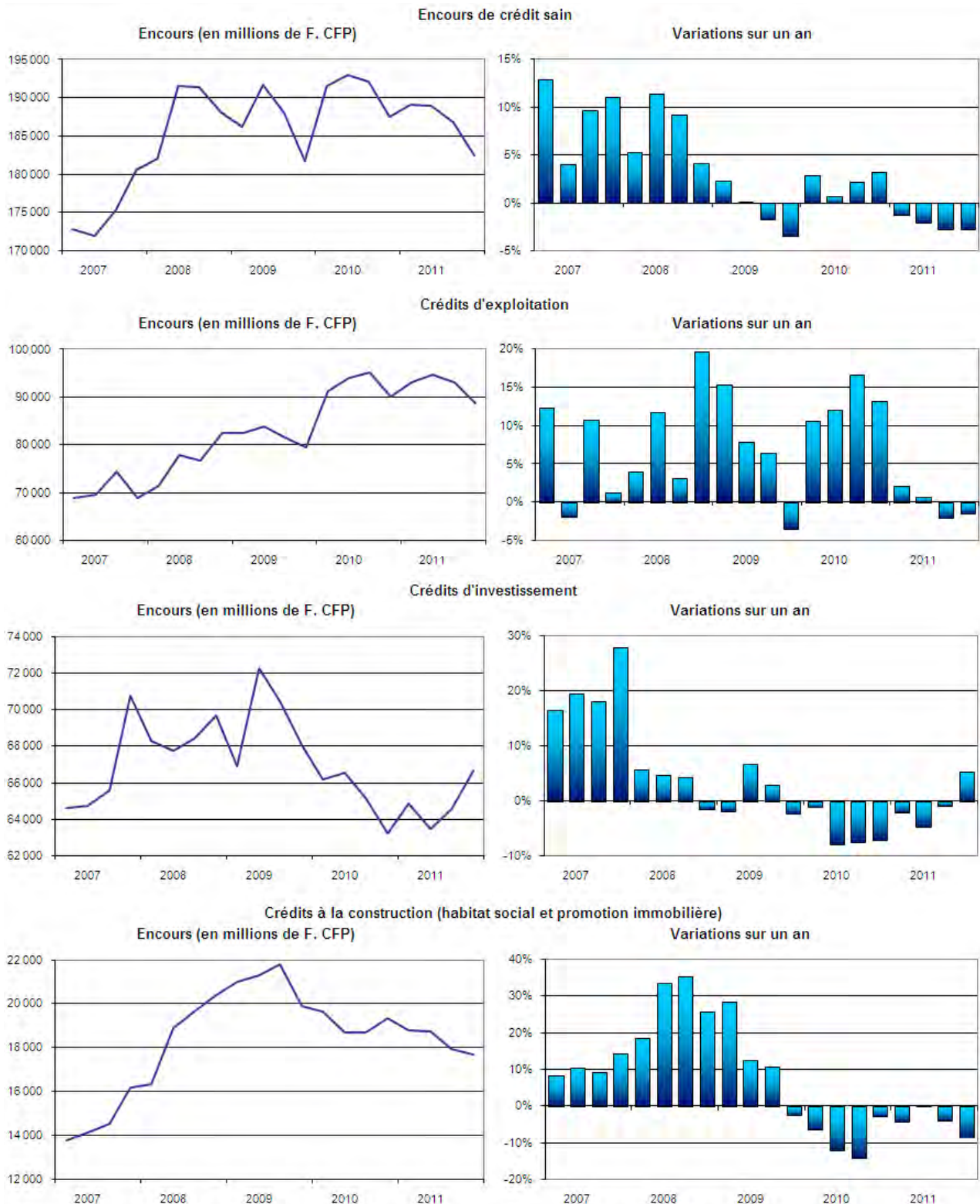
### Crédit à la consommation



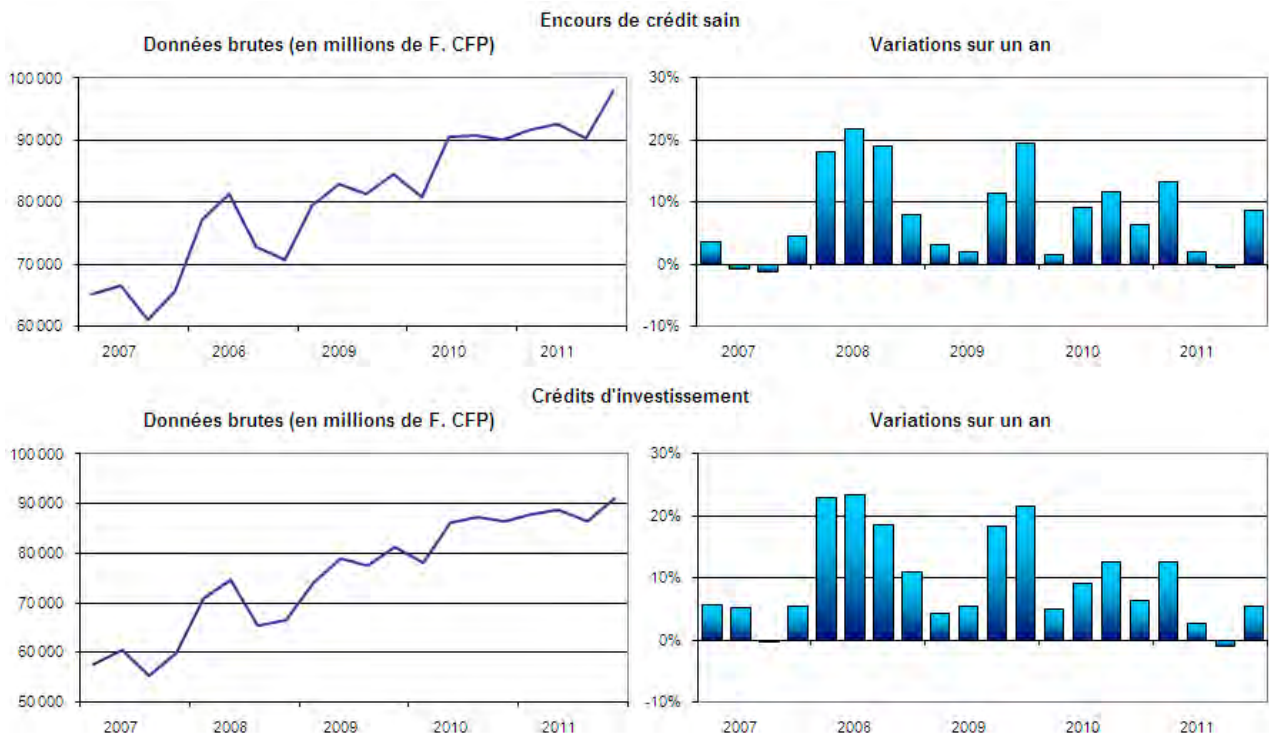
### Crédit à l'habitat



## L'endettement des entreprises



## L'endettement des collectivités locales



# Conjoncture financière et bancaire

## 3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

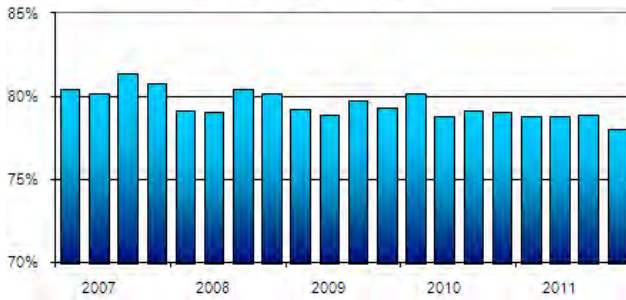
Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>158 161</b>	<b>168 650</b>	<b>173 547</b>	<b>169 223</b>	<b>176 665</b>	<b>178 160</b>	<b>178 286</b>	<b>175 643</b>	<b>171 330</b>	<b>-2,5%</b>	<b>-3,0%</b>
Crédits d'exploitation	67 990	68 588	81 846	79 122	89 913	92 198	93 732	92 213	87 545	-5,1%	-2,6%
<i>Créances commerciales</i>	4 132	4 669	4 175	3 780	2 934	2 814	2 657	2 984	2 898	-2,9%	-1,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	36 698	36 928	42 359	42 791	47 459	47 433	49 304	49 361	46 751	-5,3%	-1,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	8 125	4 863	4 695	4 055	3 889	3 684	3 684	3 613	4 070	12,6%	4,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	27 160	26 990	35 312	32 551	39 521	41 951	41 771	39 868	37 896	-4,9%	-4,1%
<i>Affacturage</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	51 578	59 631	56 026	56 230	52 541	54 837	53 748	54 310	56 666	4,3%	7,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	49 447	57 881	54 324	54 660	51 386	53 768	52 745	53 374	55 800	4,5%	8,6%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	4 931	5 940	5 843	5 590	5 102	4 892	5 025	4 951	4 853	-2,0%	-4,9%
<i>Crédit-bail</i>	2 131	1 750	1 702	1 570	1 156	1 069	1 003	935	866	-7,5%	-25,1%
Crédits à l'habitat	14 151	16 198	20 388	19 876	19 351	18 817	18 766	17 952	17 691	-1,5%	-8,6%
Autres crédits	24 442	24 234	15 287	13 995	14 859	12 309	12 041	11 168	9 428	-15,6%	-36,6%
<b>Ménages</b>	<b>204 308</b>	<b>222 731</b>	<b>233 367</b>	<b>239 060</b>	<b>235 055</b>	<b>231 527</b>	<b>232 795</b>	<b>233 085</b>	<b>235 532</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,2%</b>
Crédits à la consommation	86 758	94 569	99 793	97 970	92 498	89 370	88 244	86 522	86 340	-0,2%	-6,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	77 982	86 174	91 734	90 947	86 064	82 844	81 962	80 656	80 446	-0,3%	-6,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	5 962	5 128	5 198	4 668	4 427	4 519	4 296	3 917	3 927	0,2%	-11,3%
<i>Crédit-bail</i>	2 814	3 268	2 861	2 355	2 006	2 007	1 987	1 948	1 967	1,0%	-1,9%
Crédits à l'habitat	109 403	119 568	126 700	134 521	136 475	135 999	138 192	140 082	142 474	1,7%	4,4%
Autres crédits	8 146	8 594	6 874	6 569	6 082	6 158	6 358	6 482	6 718	3,6%	10,4%
<b>Collectivités locales</b>	<b>5 211</b>	<b>5 590</b>	<b>4 520</b>	<b>8 901</b>	<b>8 449</b>	<b>8 502</b>	<b>8 498</b>	<b>8 361</b>	<b>9 295</b>	<b>11,2%</b>	<b>10,0%</b>
Crédits d'exploitation	2 587	2 454	1 126	993	625	514	632	659	647	-1,8%	3,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 469	2 232	814	909	554	442	560	658	594	-9,7%	7,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	118	222	312	84	72	72	72	0	52	ns	-27,4%
Crédits d'investissement	2 270	2 734	2 885	7 561	7 196	7 377	7 277	7 118	8 088	13,6%	12,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 270	2 734	2 885	7 561	7 196	7 377	7 277	7 118	8 088	13,6%	12,4%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	74	69	70	379	377	361	359	341	-5,1%	-10,1%
Autres crédits	354	329	440	276	249	233	228	224	220	-2,1%	-11,6%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>13 271</b>	<b>8 361</b>	<b>16 501</b>	<b>7 813</b>	<b>8 846</b>	<b>7 910</b>	<b>10 278</b>	<b>9 015</b>	<b>8 947</b>	<b>-0,7%</b>	<b>1,1%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>380 951</b>	<b>405 333</b>	<b>427 935</b>	<b>424 996</b>	<b>429 015</b>	<b>426 099</b>	<b>429 857</b>	<b>426 103</b>	<b>425 105</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,9%</b>
Créances douteuses brutes	22 736	23 993	30 494	39 268	53 177	55 097	54 748	57 150	59 579	4,3%	12,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	7 985	9 211	13 733	17 093	27 107	26 960	26 674	28 523	31 152	9,2%	14,9%
<i>dont entreprises</i>	3 729	4 576	8 812	11 671	21 859	20 964	20 156	20 999	23 647	12,6%	8,2%
<i>dont ménages</i>	4 074	4 626	4 888	5 396	5 214	5 942	6 373	7 438	7 461	0,3%	43,1%
<i>Provisions</i>	14 751	14 782	16 761	22 175	26 070	28 137	28 074	28 627	28 427	-0,7%	9,0%
<b>Total encours brut</b>	<b>403 687</b>	<b>429 326</b>	<b>458 429</b>	<b>464 264</b>	<b>482 192</b>	<b>481 197</b>	<b>484 605</b>	<b>483 253</b>	<b>484 683</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,5%</b>
Taux de créances douteuses	5,6%	5,6%	6,7%	8,5%	11,0%	11,5%	11,3%	11,8%	12,3%	0,5 pt	1,3 pt
Taux de provisionnement	64,9%	61,6%	55,0%	56,5%	49,0%	51,1%	51,3%	50,1%	47,7%	-2,4 pts	-1,3 pt



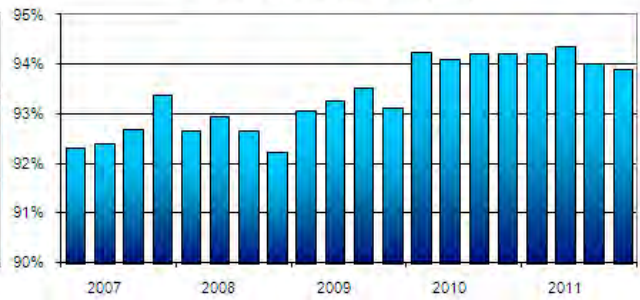
# Conjoncture financière et bancaire

## Parts de marché des établissements installés localement

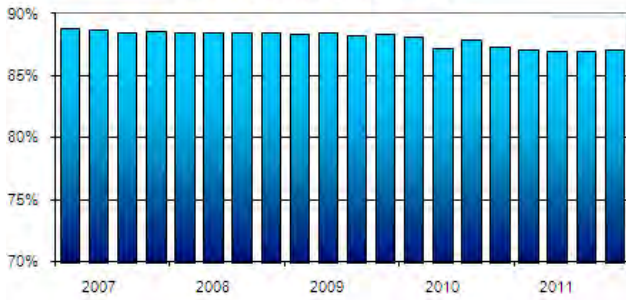
Encours de crédit brut total



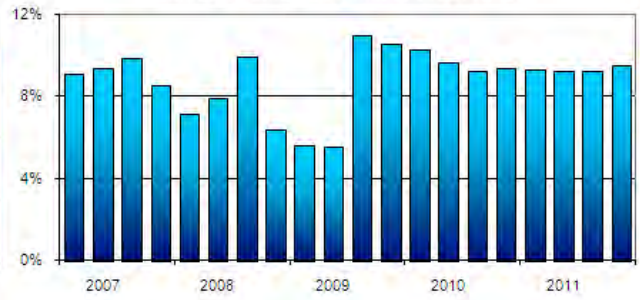
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

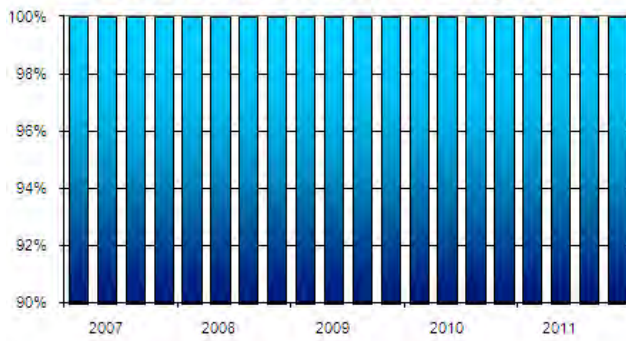


Encours de crédit aux collectivités locales

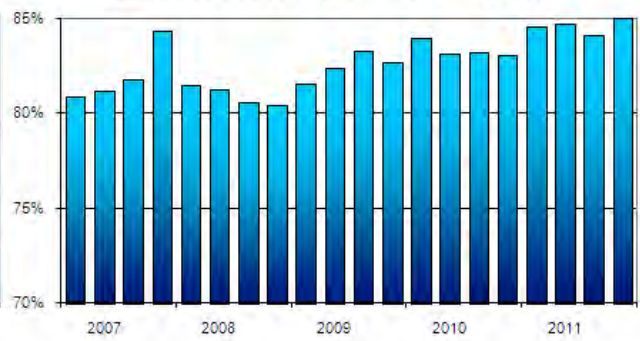


## Parts de marché des établissements installés localement

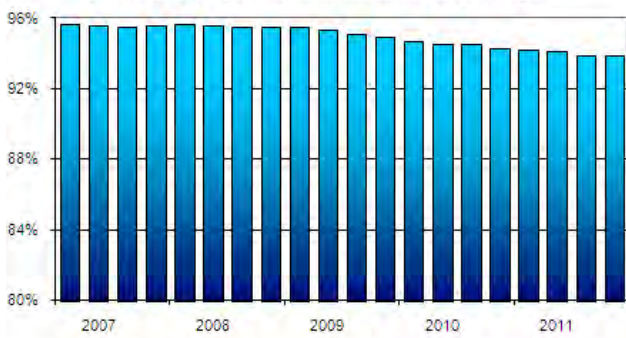
Encours de crédit à la construction des entreprises



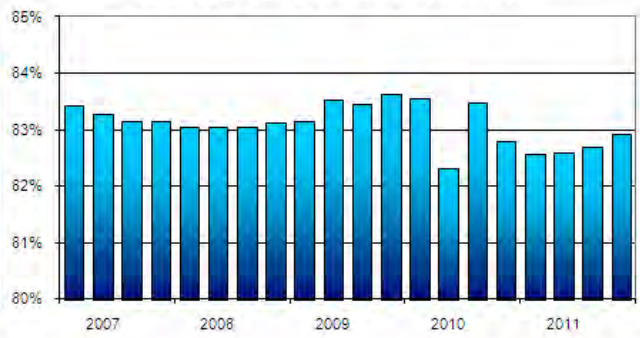
Encours de crédit d'équipement des entreprises



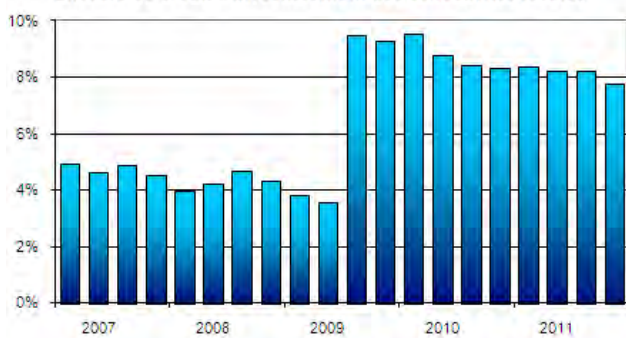
Encours de crédit à la consommation des ménages



Encours de crédit à l'habitat des ménages



Encours de crédit d'investissement des collectivités locales



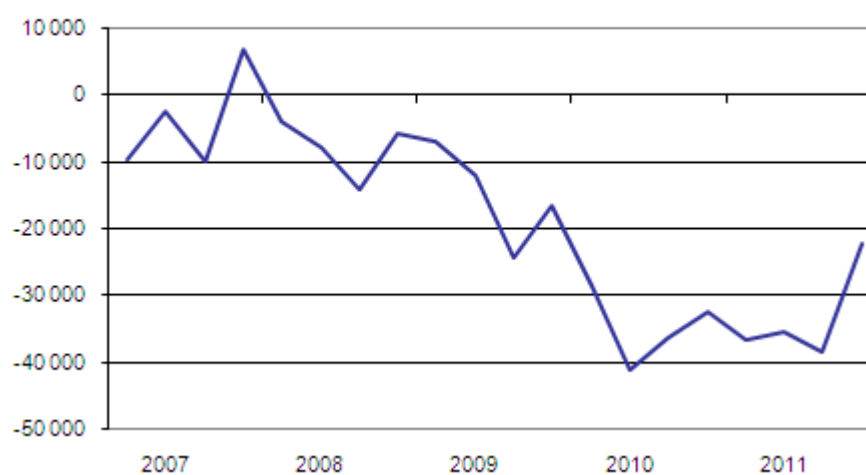
# Conjoncture financière et bancaire

## 4. Le financement des crédits bancaires

### 4.1 L'équilibre emplois-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
<b>Emplois</b>	<b>416 868</b>	<b>446 782</b>	<b>473 279</b>	<b>486 749</b>	<b>499 870</b>	<b>496 431</b>	<b>498 149</b>	<b>498 929</b>	<b>504 095</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,8%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Crédits bruts	403 704	429 326	458 429	464 330	481 336	480 881	483 250	483 240	484 665	0,3%	0,7%
Réserves obligatoires et libres	13 164	10 728	14 851	22 419	18 533	15 551	14 899	15 689	19 430	23,8%	4,8%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	6 728	0	0	0	0	0	0	0	-	-
<b>Ressources</b>	<b>416 867</b>	<b>446 782</b>	<b>473 281</b>	<b>486 749</b>	<b>499 870</b>	<b>496 431</b>	<b>498 149</b>	<b>498 929</b>	<b>504 095</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,8%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	338 687	365 299	384 949	383 541	383 592	375 441	375 422	372 594	396 019	6,3%	3,2%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	43 423	47 082	51 828	60 364	65 103	67 702	69 314	70 151	70 741	0,8%	8,7%
Excédent des opérations diverses des EC	23 581	29 796	25 307	22 540	15 586	13 242	14 328	14 933	12 667	-15,2%	-18,7%
Réescmppte	5 884	4 605	5 303	3 902	3 037	3 278	3 590	2 803	2 406	-14,2%	-20,8%
Position extérieure nette des EC (si négative)	5 293	0	5 893	16 401	32 552	36 768	35 496	38 448	22 262	-42,1%	-31,6%

### Position extérieure nette (en millions de F CFP)

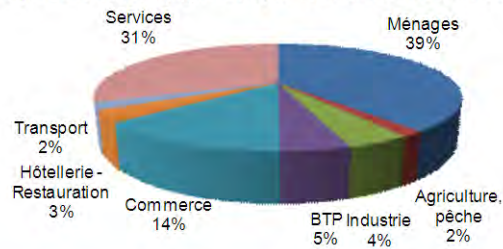


### 4.2 Le réescompte

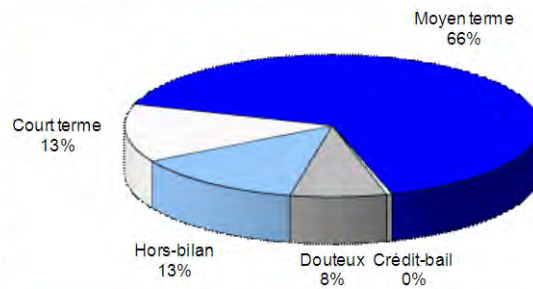
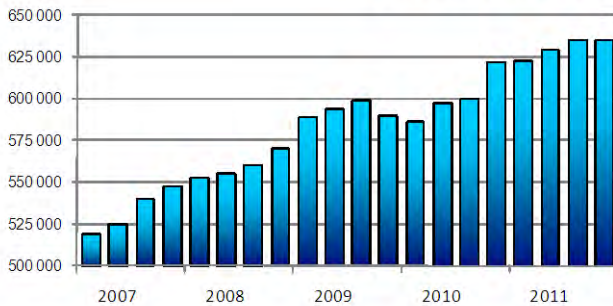
Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
<b>Cotation</b>											
Nombre d'entreprises cotées	4 823	5 242	4 472	4 960	6 367	6 736	6 842	6 898	7 096	2,9%	11,4%
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 593	1 250	1 454	1 464	1 452	1 538	1 582	1 487	1 579	6,2%	8,7%
Taux d'éligibilité	33%	24%	33%	30%	23%	23%	23%	22%	22%	-	-
<b>Refinancement</b>	<b>5 883</b>	<b>4 606</b>	<b>5 303</b>	<b>3 899</b>	<b>3 037</b>	<b>3 279</b>	<b>3 590</b>	<b>2 803</b>	<b>2 406</b>	<b>-14,2%</b>	<b>-20,8%</b>
Engagements à court terme	1 945	2 036	2 744	1 523	1 706	2 021	2 459	1 803	1 524	-15,5%	-10,7%
Engagements à moyen terme	3 938	2 570	2 559	2 376	1 331	1 258	1 131	1 000	882	-11,8%	-33,7%

## 5. Les engagements sectoriels

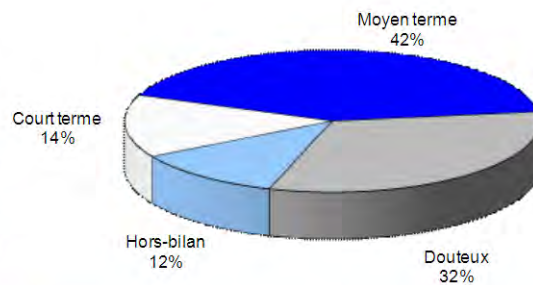
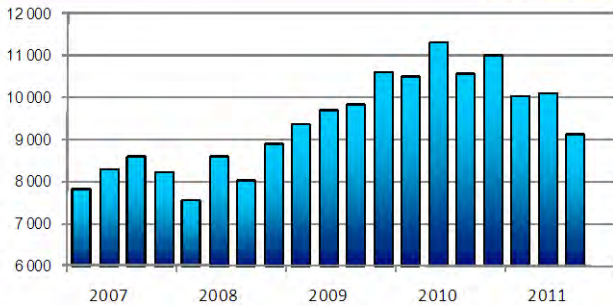
Répartition des engagements par secteur au 31 décembre 2011



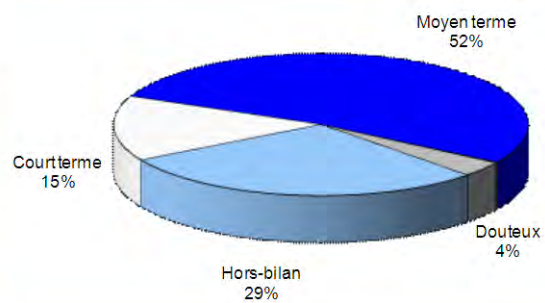
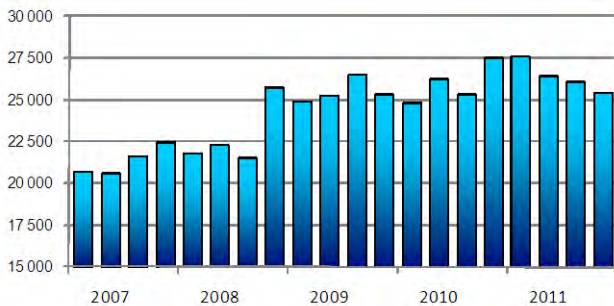
EVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DECLARES AU SCR



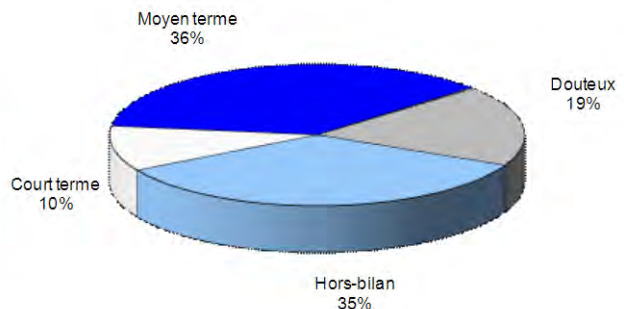
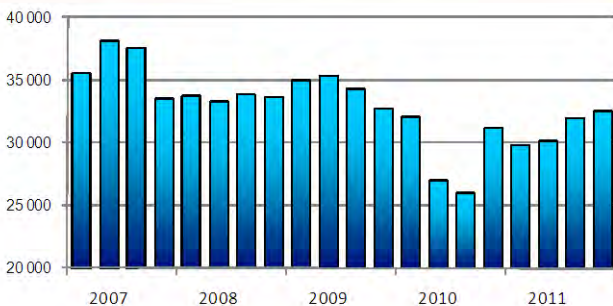
AGRICULTURE, PECHE, ELEVAGE



INDUSTRIE



BTP

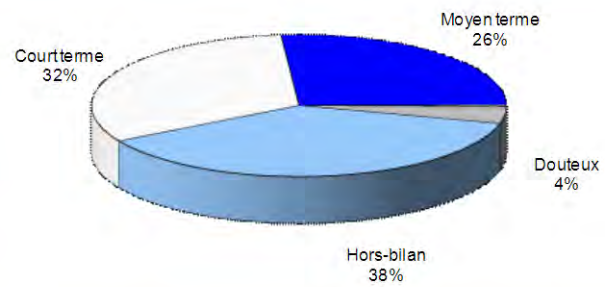
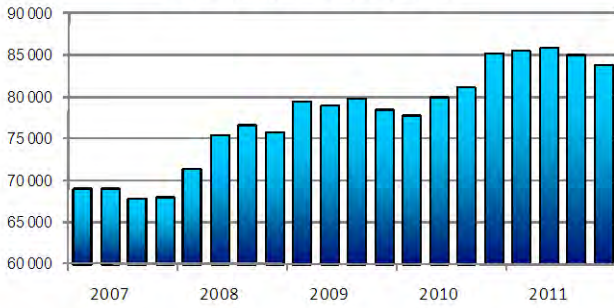




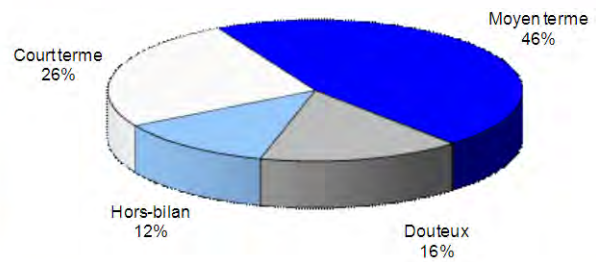
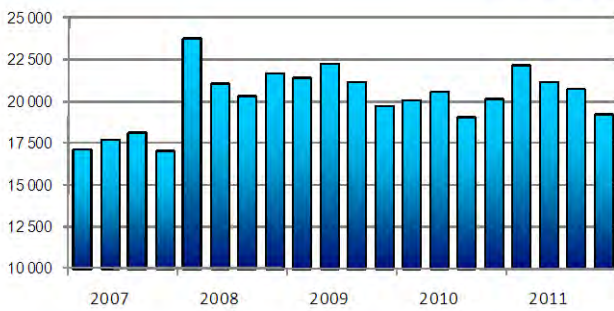
# Conjoncture financière et bancaire

## COMMERCE

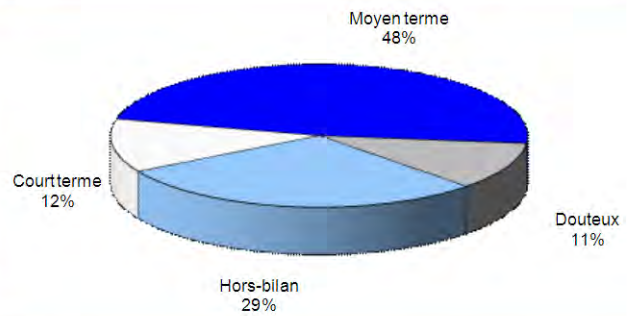
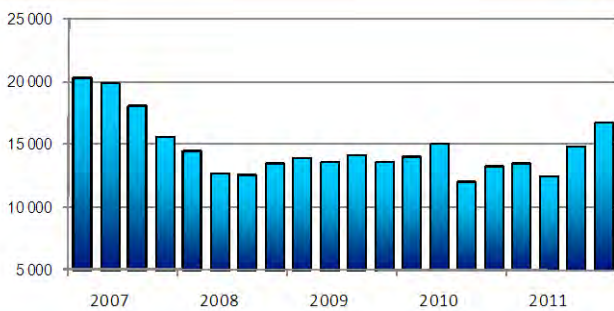
Encours (en millions de F. CFP)



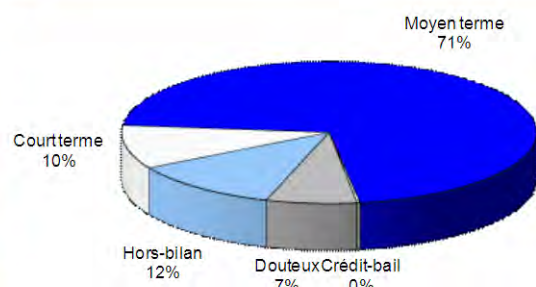
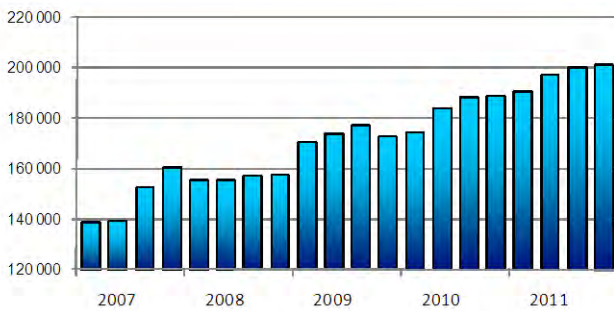
## HOTELLERIE - RESTAURATION



## TRANSPORT

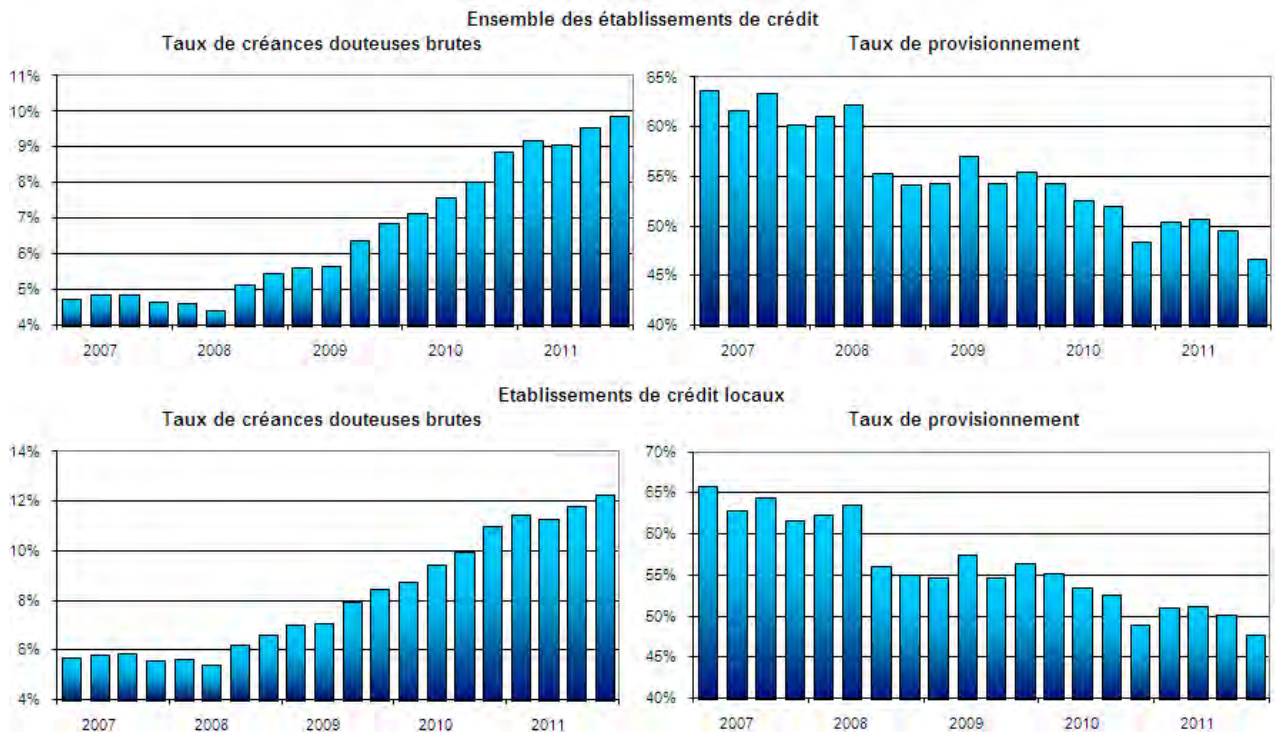


## SERVICES





## 6. Les indicateurs de vulnérabilité



## 7. Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	4e trim. 2006	4e trim. 2007	4e trim. 2008	4e trim. 2009	4e trim. 2010	1er trim. 2011	2e trim. 2011	3e trim. 2011	4e trim. 2011	Variations	
										1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>3 272 305</b>	<b>3 348 216</b>	<b>3 315 592</b>	<b>3 269 561</b>	<b>3 189 574</b>	<b>2 853 896</b>	<b>2 926 899</b>	<b>2 960 377</b>	<b>2 368 772</b>	<b>-20,0%</b>	<b>-25,7%</b>
Chèques	1 624 848	1 581 302	1 539 401	1 494 820	1 450 507	1 304 060	1 330 280	1 358 457	1 407 052	3,6%	-3,0%
Virements	423 414	452 698	465 365	512 323	556 660	456 580	471 971	483 531	349 458	-27,7%	-37,2%
Effets et avis de prélèvements	473 653	494 032	491 702	427 910	359 391	365 517	358 643	352 963	508 892	44,2%	41,6%
Opérations monétaires	697 165	772 801	774 098	792 854	794 613	696 754	738 450	739 115	70 063	-90,5%	-91,2%
Autres	53 225	47 383	45 026	41 654	28 403	30 985	27 555	26 311	33 307	26,6%	17,3%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>297 837</b>	<b>303 431</b>	<b>318 237</b>	<b>311 031</b>	<b>288 849</b>	<b>255 565</b>	<b>257 309</b>	<b>271 378</b>	<b>294 448</b>	<b>8,5%</b>	<b>1,9%</b>
Chèques	141 888	140 130	145 859	133 269	117 729	104 809	104 664	109 718	122 897	12,0%	4,4%
Virements	132 386	138 323	146 903	153 322	147 818	128 867	130 922	139 884	155 204	11,0%	5,0%
Effets et avis de prélèvements	14 173	15 592	16 070	15 464	14 555	14 297	13 790	13 787	13 594	-1,4%	-6,6%
Opérations monétaires	6 716	7 446	7 366	7 377	7 275	6 109	6 530	6 619	2 100	-68,3%	-71,1%
Autres	2 674	1 940	2 039	1 599	1 472	1 483	1 403	1 369	654	-52,3%	-55,6%

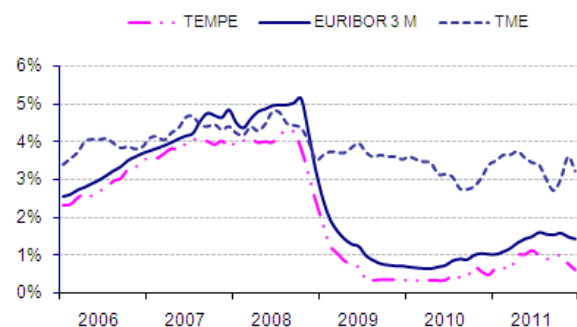
## 8. Rappel des taux

### 8.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	0,25%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,00%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%
Taux de l'escompte de chèque	1,75%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2010 (JORF du 11/02/2010)	0,65%
ANNEE 2011 (JORF du 03/02/2011)	0,38%
ANNEE 2012 (JORF du 08/02/2012)	0,71%

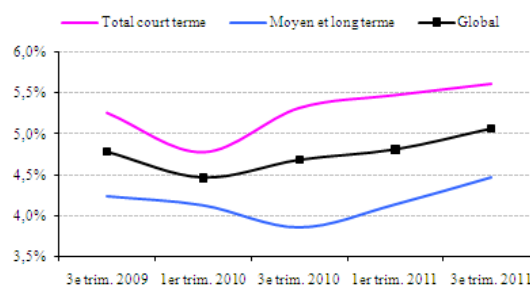
### 8.2 Les principaux taux de marché



## Conjoncture financière et bancaire

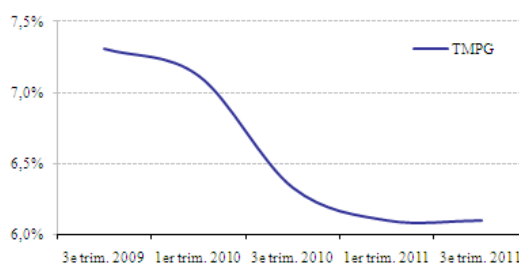
### 8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	3e trim. 2009	1er trim. 2010	3e trim. 2010	1er trim. 2011	3e trim. 2011	Variation annuelle
Total court terme	5,26%	4,77%	5,32%	5,48%	5,62%	30 pb
Moyen et long terme	4,23%	4,12%	3,85%	4,13%	4,46%	61 pb
Global	4,78%	4,46%	4,68%	4,81%	5,07%	39 pb



### 8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	3e trim. 2009	1er trim. 2010	3e trim. 2010	1er trim. 2011	3e trim. 2011	Variation annuelle
Prêts immobiliers	5,54%	5,23%	4,97%	4,75%	4,80%	-17 pb
Prêts immobiliers	5,63%	-	5,30%	4,05%	-	-
Prêts personnels <181920 FC FP	12,68%	13,29%	12,49%	13,39%	9,25%	-324 pb
Découverts	9,64%	9,25%	8,55%	8,79%	8,34%	-21 pb
Prêts personnels >181920 FC FP	7,78%	8,08%	6,88%	6,60%	6,07%	-81 pb
TMPG	7,31%	7,12%	6,33%	6,10%	6,10%	-23 pb



### 8.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1<sup>er</sup> août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;

- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

Les articles 1<sup>er</sup> et 61 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation (dite loi Lagarde) ont modifié les modalités de fixation du seuil de l'usure pour les crédits aux particuliers autres que les crédits immobiliers. Dans les collectivités du Pacifique, les catégories d'opérations concernées sont, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2011, définies à raison du montant des prêts. L'arrêté du 22 mars 2011 fixe les montants qui définissent les catégories de prêts servant de base à l'application du régime de l'usure : montant inférieur ou égal à 357 995 F CFP, montant supérieur ou égal à 357 995 F CFP et inférieur ou égal à 715 990 F CFP, montant supérieur à 715 990 F CFP.

La loi Lagarde comporte également des mesures transitoires pendant une période ne pouvant excéder deux années. Les seuils de l'usure seront alors calculés pour sept catégories d'opérations en organisant un passage progressif des anciens vers les nouveaux taux de l'usure. La période transitoire doit permettre aux prêteurs de faire évoluer leur offre sans créer à court terme de risque pour l'accès au crédit.

## Conjoncture financière et bancaire

<i>Particuliers</i>	1er trim. 2011	2e trim. 2011	3e trim. 2011	4e trim. 2011	1er trim. 2012
<b>Prêts immobiliers</b>					
- Prêts à taux fixe	5,51%	5,61%	5,97%	6,23%	6,24%
- Prêts à taux variable	4,96%	5,01%	5,33%	5,61%	5,83%
- Prêts relais	5,88%	5,99%	6,07%	6,28%	6,43%
<b>Autres prêts</b>					
- Prêts d'un montant < ou = à 181 862 XPF	-	-	21,41%	21,03%	20,65%
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181 862 XPF et < ou = à 357 995 XPF	-	-	19,37%	19,27%	19,15%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 862 XPF et < ou = à 357 995 XPF	-	-	11,22%	12,76%	13,98%
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 357 995 XPF et < ou = à 715 990 XPF	-	-	18,61%	18,16%	17,69%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 357 995 XPF et < ou = à 715 990 XPF	-	-	10,46%	11,65%	12,51%
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 715 990 XPF	-	-	17,49%	16,62%	15,78%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 715 990 XPF	-	-	9,34%	10,10%	10,60%
<b><i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i></b>	<b>1er trim. 2011</b>	<b>2e trim. 2011</b>	<b>3e trim. 2011</b>	<b>4e trim. 2011</b>	<b>1er trim. 2012</b>
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,01%	9,12%	9,13%	9,61%	9,67%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	4,97%	5,01%	5,29%	5,52%	5,45%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	5,65%	5,77%	6,08%	6,36%	6,29%
Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,77%	13,77%	13,88%	13,84%	13,80%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	5,63%	5,65%	6,00%	6,36%	6,53%
<b><i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i></b>	<b>1er trim. 2011</b>	<b>2e trim. 2011</b>	<b>3e trim. 2011</b>	<b>4e trim. 2011</b>	<b>1er trim. 2012</b>
Découverts en compte	13,77%	13,77%	13,88%	13,84%	13,80%

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE  
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN  
Editeur : IEOM - Etablissement public  
Achevé d'imprimer le 13 mars 2012  
Dépôt légal : 13 mars 2012 - N° ISSN 0296-3108

\*\*\*\*\*

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**

Agence de Polynésie française  
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE  
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503  
**Site Internet : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)**



## *Coordonnées du siège*



### **IEOM**

164, rue de Rivoli  
75001 PARIS  
Tél : (33) 1 53 44 41 41  
Fax : (33) 1 43 47 51 34  
E-mail : [contact@ieom.fr](mailto:contact@ieom.fr)



## *Coordonnées des agences*



### **Agence de la Nouvelle-Calédonie**

19, rue de la République  
BP 1758  
98845 Nouméa Cedex

E-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Tél. : (687) 27.58.22  
Fax : (687) 27.65.53



### **Agence de la Polynésie française**

21, rue du Docteur Cassiau  
BP 583  
98713 Papeete RP

E-mail : [direction@ieom.pf](mailto:direction@ieom.pf)  
Tél. : (689) 50.65.00  
Fax : (689) 50.65.03



### **Agence de Wallis-et-Futuna**

BP G-5 - Mata'Utu  
98600 Uvea  
Wallis-et-Futuna

E-mail : [ieomwf@mail.wf](mailto:ieomwf@mail.wf)  
Tél. : (681) 72.25.05  
Fax : (681) 72.20.03